

RAMADHAN, SÉCURITÉ HYDRIQUE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les orientations du Conseil des ministres saluées

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé mardi une réunion du Conseil des ministres consacrée notamment au suivi des mesures d'approvisionnement du marché national durant le mois sacré de Ramadhan, ainsi qu'à l'état d'avancement de plusieurs programmes de développement territorial. Les décisions arrêtées mettent l'accent sur la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique et le rééquilibrage du développement entre les régions. Des orientations que l'économiste Houari Tigharsi considère comme des leviers structurants pour la stabilité économique et sociale.. P 3



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Vers une montée en puissance de la sous- traitance nationale

Le développement de la sous-traitance nationale dans l'industrie automobile était au cœur des discussions lors du deuxième atelier organisé en marge du « Mechanica Al Djazair ». Cette rencontre, encadrée par le groupe Stellantis, a réuni la Bourse de la sous-traitance et du partenariat de l'Ouest ainsi que l'entreprise Idi Net, spécialisée dans les faisceaux électriques, autour des perspectives d'intégration industrielle locale et de montée en gamme des fournisseurs algériens.

P 2

CLASSEMENT MONDIAL DE L'INTERNET MOBILE ET FIXE

L'Algérie gagne des points

En l'espace d'une année, l'Algérie a engagé une mutation numérique d'ampleur. Portée par le lancement de la 5G et l'extension accélérée de la fibre optique, la dynamique de modernisation des réseaux s'est traduite par une amélioration sensible des performances de connectivité. Avec ces résultats, le pays s'affirme désormais comme la troisième puissance numérique d'Afrique du Nord sur le segment mobile, selon les indicateurs internationaux de mesure de débit.

P 5

ÉCOSYSTÈME START-UP

Des avancées enregistrées

Le secteur des start-up en Algérie poursuit sa montée en puissance. À l'occasion de la 5e édition de la Foire de l'entrepreneuriat organisée dans la wilaya d'Annaba, Chems Eddine Bemmoussat, directeur des start-up et des structures d'appui au ministère des Start-up, a dressé un bilan ambitieux des avancées enregistrées et des perspectives à court et moyen termes.

P 5

DESSALEMENT DE L'EAU DANS LE SUD

**Deux stations
seront réalisées à
Tamanrasset et Tindouf** P 3

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Les grands axes
de la stratégie algérienne
présentés à Rome** P 5

TIPASA

**Près de 5.600 logements
raccordés à l'électricité
et au gaz en 2025** P 6

DGI

Journée d'information
sur les mesures fiscales
dans la loi de finances
2026

La Direction générale des impôts (DGI) a organisé, mardi à Alger, une Journée d'information et de sensibilisation sur les nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de finances 2026, indique un communiqué de la DGI.

Cet événement, tenu en présence du Directeur général des impôts, M. Djamel Hanniche, de l'Inspecteur général et de plusieurs cadres centraux, et avec la participation par visioconférence de plusieurs responsables et cadres des services extérieurs, s'inscrit dans le cadre des efforts de la DGI visant à assurer la cohérence législative et à accompagner ses services opérationnels.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Hanniche a indiqué que cette rencontre intervient dans le cadre du plan stratégique de l'administration fiscale, mettant en avant l'importance majeure qu'elle revêt pour garantir l'appréhension et la compréhension des nouveaux mécanismes et assurer ainsi leur application optimale sur le terrain.

Il a précisé que l'enjeu actuel réside dans l'amélioration des indicateurs d'efficacité et de performance, tout en accordant une attention particulière au renforcement des canaux de communication et à la consolidation de la confiance avec les contribuables, à travers la simplification des procédures et l'accélération du processus de la transformation numérique, en vue de garantir un service public de qualité et d'améliorer l'environnement de travail. Au cours de cette Journée d'information, les cadres de la DGI ont présenté des exposés techniques analysant en profondeur les différents axes législatifs et de contrôle, portant notamment sur les impôts directs et taxes assimilées, le régime fiscal applicable aux entreprises étrangères, la taxe sur le chiffre d'affaires, ainsi que les nouveautés relatives aux droits d'enregistrement, aux droits de timbre et aux impôts indirects.

Les participants ont également abordé les mesures visant à renforcer l'inclusion fiscale et financière, les mécanismes de contrôle et d'audit fiscal, les stratégies de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que le traitement des contentieux fiscaux et les garanties accordées au contribuable.

La rencontre a été clôturée par un débat avec les cadres des services extérieurs, lors duquel les directeurs centraux ont fourni des explications précises sur diverses questions et préoccupations soulevées, ce qui a permis de clarifier les aspects techniques complexes et de renforcer la préparation des équipes de terrain, en prévision de l'entrée en vigueur de ces mesures en toute fluidité et professionnalisme, conclut le communiqué.

APS

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Vers une montée en puissance
de la sous-traitance nationale

Le développement de la sous-traitance nationale dans l'industrie automobile était au cœur des discussions lors du deuxième atelier organisé en marge du « Mechanica Al Djazair ». Cette rencontre, encadrée par le groupe Stellantis, a réuni la Bourse de la sous-traitance et du partenariat de l'Ouest ainsi que l'entreprise Idi Net, spécialisée dans les faisceaux électriques, autour des perspectives d'intégration industrielle locale et de montée en gamme des fournisseurs algériens.

Par Zahir R.

Lors de cette rencontre, le directeur général par intérim de Stellantis Algérie, Salim Ramdani, a affirmé que « le projet de Gara Djebilet permettra de fournir à l'avenir la matière première nécessaire à la fabrication de tôles, et nous l'annoncerons en temps opportun ». En effet, l'exploitation de ce gisement de fer est considérée comme un levier d'avenir, et permettra de fournir la matière première nécessaire à la fabrication de tôles destinées à l'industrie automobile locale, renforçant ainsi l'intégration amont de la filière. D'ailleurs, le complexe Tosyali Algérie a annoncé le lancement de la production de tôles d'acier plat (laminées à froid, galvanisées et prélaquées) destinées à l'industrie automobile et de l'électroménager. L'entrée en production de ces nouvelles unités est prévue entre août et septembre 2026, visant à couvrir les besoins locaux et l'exportation.

Le directeur général par intérim de Stellantis a souligné, par ailleurs, que l'agrément des sous-traitants locaux repose sur des conditions strictes, inscrites dans le cahier des charges, tout en affirmant la volonté du groupe d'aller au-delà des exigences réglementaires. Il a indiqué que le

taux d'intégration avait atteint 20 % à la fin de 2025, après des débuts jugés difficiles.

Aujourd'hui, Stellantis collabore avec 13 sous-traitants dans l'industrie et autant dans les services après-vente, un segment qui offre, selon lui, des opportunités plus larges pour la fabrication locale de pièces, notamment pour la maintenance des véhicules. Le groupe prépare également un projet d'exportation de pièces de rechange destinées à l'après-vente vers les marchés africains, dont l'annonce est imminente. Les intervenants à cet atelier ont également abordé l'évolution de la sous-traitance locale dans le secteur de l'industrie automobile et des services après-vente, sous l'encadrement du groupe Stellantis, avec la participation de la Bourse de la sous-traitance et du partenariat de l'Ouest et de l'entreprise Idi Net, spécialisée dans les faisceaux électriques.

De son côté, Rachid Bekhchi, président de la Bourse de la sous-traitance et du partenariat de l'Ouest, a évoqué les efforts déployés pour mener une opération de recensement de l'ensemble des sous-traitants et évaluer les capacités industrielles réelles de l'Algérie dans le secteur automobile et celui des pièces de rechange. Pour sa part, Ahcene Boussag, responsable de la sous-

traitance au sein du groupe Stellantis, a donné des détails sur le mode de sous-traitance, précisant qu'il est structuré autour de quatre catégories.

Il a expliqué : « Les industries des pièces plastiques ont enregistré des résultats positifs en matière de satisfaction de nos besoins, notamment en ce qui concerne la qualité des industriels qui se sont engagés avec nous pour constituer le noyau de l'intégration locale.

Les grandes pièces plastiques ont, en revanche, représenté un défi, en particulier en raison de la complexité de certaines d'entre elles».

Il a également salué les résultats obtenus dans le domaine des faisceaux électriques (Les Faisceaux), à travers la conclusion d'un partenariat avec la société Idi Net, laquelle a signé à son tour des contrats avec de grandes entreprises mondiales spécialisées. Il a souligné que ces faisceaux sont désormais entièrement produits localement. Il a ajouté que la troisième catégorie de pièces concerne le verre, les batteries et d'autres composants à forte valeur ajoutée, ainsi que la catégorie des réservoirs. Globalement, Stellantis travaille à l'organisation de 40 références, tout en restant ouverte au dialogue avec les industriels et les investisseurs.

EXERCICE "SEISMEX 2026" À BOUIRA

La Protection civile fait preuve d'un haut niveau
de professionnalisme

La Protection civile a démontré un haut niveau de professionnalisme, de compétence et de dévouement dans la gestion des risques en temps de crise majeure, ainsi qu'une grande technicité, lors d'une manœuvre nationale simulant un séisme de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter, actuellement en cours à Bouira.

Lancées depuis vendredi dernier, les opérations sur le terrain s'intensifient pour tenter de secourir et de sauver des vies humaines, ainsi que les victimes fictives d'un séisme d'une forte magnitude simulé dans le cadre de cette manœuvre à laquelle participent plus de 6000 éléments de la protection civile issus de 44 détachements de renfort aux premières interventions (DRPI).

"Ces DRPI sont venus de 43 wilayas pour participer à cette manœuvre d'envergure qui se déroule depuis vendredi soir à Bouira. Nos équipes interviennent sur plusieurs sites endommagés par le séisme fictif, selon le scénario de la manœuvre", a expliqué à l'APS le

lieutenant-colonel Nassim Bernaoui, sous-directeur des statistiques et de l'information à la Direction générale de la protection civile (DGPC). M. Bernaoui s'est dit très satisfait du haut niveau de professionnalisme et de compétences mis en œuvre sur le terrain dans le cadre de cet exercice national baptisé "Seismex 2026". "Ce haut niveau de professionnalisme et de compétences se manifeste sur les plans animation, commandement synchronisation et coordination entre les différents services en place", a estimé le lieutenant-colonel Bernaoui. Le même responsable a salué l'intensité des exercices menés avec succès sur le terrain, grâce, selon lui, à "à une maîtrise parfaite des opérations allant de l'alerte jusqu'à l'intervention sur le terrain".

"Les unités engagées sur le terrain ont mené 549 exercices en une journée afin d'apporter une aide et des secours aux personnes blessées et d'évacuer les victimes de ce tremblement de terre virtuel qui a frappé Bouira et ses environs", a-t-il encore expliqué.

La rapidité avec laquelle les 44 DRPI de 43 wilayas ont été déployées en 20 heures, "est un exploit et un progrès en matière de mobilisation sur le site de la manœuvre", s'est-il réjoui. A travers cette manœuvre, les équipes et unités de la protection civile ont démontré un haut degré d'adaptation, de maîtrise et de perfectionnement de leur travail quotidien, notamment dans des circonstances spécifiques, a déclaré l'officier Bernaoui, qui a salué également le grand succès de l'organisation de cet exercice national, marqué par un déploiement intensif de moyens matériels et humains sur les différents sites endommagés par le séisme simulé dans le cadre de la manœuvre. Cet exercice national a pour objectif d'évaluer les capacités de mobilisation et de réaction des services de la Protection Civile en cas de catastrophes et de crises, ainsi que de tester les capacités d'intervention en matière de secours et de sauvetage, a rappelé le Lieutenant Colonel Bernaoui.

R E/APS

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RAMADHAN, SÉCURITÉ HYDRIQUE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les orientations du Conseil des ministres saluées

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé mardi une réunion du Conseil des ministres consacrée notamment au suivi des mesures d'approvisionnement du marché national durant le mois sacré de Ramadhan, ainsi qu'à l'état d'avancement de plusieurs programmes de développement territorial. Les décisions arrêtées mettent l'accent sur la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique et le rééquilibrage du développement entre les régions. Des orientations que l'économiste Houari Tigharsi considère comme des leviers structurants pour la stabilité économique et sociale.

Par Selma Rachid

Concernant le Ramadhan, le Conseil a examiné les dispositifs destinés à garantir la disponibilité des produits de large consommation. Le chef de l'État a insisté sur la nécessité d'assurer aux citoyens un mois de Ramadhan serein grâce à une action publique plus efficace en matière d'approvisionnement et de régulation du marché. Pour Houari Tigharsi, professeur à l'Université d'Alger, « les décisions prises traduisent des priorités majeures en ce début d'année ». Commentant le communiqué du Conseil des ministres, il estime que l'accent mis sur la disponibilité des produits et la maîtrise des prix dépasse le seul cadre conjoncturel du Ramadhan. Selon lui, « l'approvisionnement du marché ne relève pas uniquement d'une dimension sociale conjoncturelle, mais s'inscrit dans une approche stratégique de sécurité alimentaire visant à prévenir les pénuries et les perturbations de distribution », a-t-il déclaré lors de son intervention sur la « Chaîne 1 » de la radio nationale. Il ajoute que la fermeté affichée contre la spéculation et les tensions artificielles sur les prix contribue à stabiliser les marchés et à ren-

forcer la confiance. « L'intervention précoce de l'État joue un rôle protecteur pour le pouvoir d'achat et constitue un facteur de confiance pour les opérateurs comme pour les consommateurs », a-t-il expliqué. La question de l'eau figure également parmi les axes directement liés à l'analyse de l'expert. Les orientations données lors de la réunion portent sur le renforcement des capacités de production et de gestion de la ressource, notamment à travers de nouveaux projets structurants dans le Sud. Pour Houari Tigharsi, cette dynamique confirme que la sécurité hydrique est désormais traitée comme une priorité stratégique nationale. Il observe que l'amélioration de la pluviométrie a permis une remontée du niveau de plusieurs barrages, tout en soulignant que l'enjeu central demeure la qualité de la gestion, du stockage et de la rationalisation de l'usage de l'eau, aussi bien pour la consommation que pour l'irrigation. Il qualifie l'expérience algérienne dans le dessalement de l'eau de mer de réussite et portaise à long terme. « Les nouvelles capacités installées ces dernières années constituent un appui décisif pour la sécurité hydrique nationale. L'extension de cette approche vers les wi-

layas du Sud représente une décision stratégique répondant à la fois aux besoins actuels et futurs », a-t-il rappelé. L'expert met aussi en avant les retombées économiques de ces investissements, estimant qu'ils contribuent à réduire la pression sur les ressources souterraines, à soutenir l'activité productive locale et à favoriser l'emploi, des facteurs qu'il lie directement à la stabilité des territoires. S'agissant du développement territorial, le Conseil des ministres a évalué l'avancement de programmes complémentaires destinés à plusieurs wilayas de l'intérieur et du Sud. Sur ce point également, l'analyse de Houari Tigharsi converge avec l'orientation générale retenue. Il considère ces programmes comme un instrument efficace de rattrapage territorial. « Plusieurs de ces wilayas ont enregistré des progrès visibles ces dernières années dans les domaines des infrastructures, du logement et des services publics, après de longues périodes de sous-équipement », a-t-il observé. Selon lui, l'élargissement de ce type de dispositifs aux wilayas les moins développées traduit une volonté de promouvoir une croissance plus équilibrée et une répartition plus équitable des richesses à l'échelle nationale.

DESSALEMENT DE L'EAU DANS LE SUD

Deux stations seront réalisées à Tamanrasset et Tindouf

Par Z R/Agence

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée mardi, de lancer, au cours du mois prochain, la réalisation de deux stations de dessalement à Tamanrasset et Tindouf. Le chef de l'État a enjoint au ministre de l'Hydraulique de « lancer, au cours du mois prochain, la réalisation de deux stations de dessalement à Tamanrasset et Tindouf, au profit des habitants de ces deux wilayas », insistant sur « le caractère stratégique de ces deux projets

pour les habitants de notre Grand Sud », a précisé un communiqué du Conseil des ministres. À travers cette mesure, l'Algérie confirme sa vision stratégique axée sur le dessalement de l'eau comme solution durable pour l'approvisionnement des citoyens en eau potable. Dans sa projection pour 2030, l'eau dessalée représentera 60 % du système national d'eau. Le président de la République a, en outre, ordonné la réalisation d'une nouvelle station d'épuration et de traitement des eaux usées à Tindouf, destinée notamment aux projets agricoles prometteurs. Il a également enjoint au ministre du sec-

teur de « redoubler de vigilance et de renforcer les mesures de précaution et de contrôle lors des opérations de délestage des eaux excédentaires des barrages pleins ». Il a insisté sur « l'importance capitale du respect des plans de distribution de l'eau potable à l'échelle nationale tout au long de l'année ». À ce propos, il a estimé que « l'interruption de l'alimentation en eau potable ayant touché les habitants de la wilaya de Chlef, avant d'être récemment rétablie, est totalement inacceptable et engage la pleine responsabilité des concernés », mettant fermement en garde contre « tout laxisme pouvant conduire à

de telles situations ». Par ailleurs, le président de la République a ordonné, lors de cette réunion, d'élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées, indique le communiqué du Conseil des ministres. Concernant l'état d'avancement des programmes complémentaires pour les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf, le président de la République a salué la concrétisation de tous les programmes complémentaires et la mise en œuvre de leurs projets dans les délais prévus, ajoute le communiqué.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Examen du bilan de mise en œuvre des directives du président de la République données lors de la 6^e rencontre Gouvernement-Walis

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du bilan annuel de mise en œuvre des directives données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la 6^e rencontre Gouvernement-Walis, ainsi que l'examen, en deuxième lecture, du projet de déploiement des services de communication par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO), indique un communiqué des services du Premier ministre. Le Gouvernement a examiné le bilan annuel de mise en œuvre des orientations et directives données par Monsieur le Président de la République, lors de la 6^{ème} rencontre Gouvernement-Walis, tenue les 24 et 25 Décembre 2024, ainsi que les recommandations issues de cette rencontre, qui portent essentiellement sur la poursuite de la dynamique du développement local, la consolidation de la sécurité alimentaire et hydrique, le renforcement du rôle des collectivités locales en matière de création de la richesse et des postes d'emploi, la modernisation des services publics de proximité et la refonte de la gestion urbaine de la ville pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité. Le Gouvernement a également examiné, en deuxième lecture, le projet de déploiement des services de communication par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO). Le lancement de ces services satellitaires vise à développer l'accès à Internet haut débit à travers l'ensemble du territoire national, particulièrement dans les zones rurales et enclavées et à renforcer la souveraineté nationale dans ce domaine stratégique.

R E.

SÉCURITÉ HYDRIQUE

La coopération entre l'Université et le secteur de l'Hydraulique préconisée

La nécessité d'une large coopération entre l'Université et les différents intervenants et opérateurs du secteur de l'Hydraulique pour garantir la sécurité hydrique du pays a été soulignée, mercredi à Bechar, par les participants à une journée d'étude sur le thème "Sécurité hydrique en Algérie". La sécurité hydrique constitue l'un des piliers essentiels du développement durable, en raison du rôle central de l'eau dans la stabilité sociale et économique, ainsi que dans la protection de l'environnement, d'où la nécessité d'une "coopération accrue" entre l'Université et les différents intervenants dans le secteur de l'hydraulique pour la mise au point de solutions innovantes allant dans le sens du renforcement de la sécurité hy-

droique du pays, ont souligné les participants à cette rencontre initiée par l'université Tahri-Mohamed de Bechar (UTMB) et l'Agence thématique de recherche en science et technologie. "L'ensemble des intervenants et autres opérateurs du secteur de l'hydraulique doivent travailler en étroite coordination avec l'Université pour la résolution durable des questions liées aux ressources en eau, et c'est ce qui constitue l'unique objectif de la sécurité hydrique du pays", a estimé le professeur Merzougui Touhami, expert en eau et enseignant-chercheur à l'UTMB. Plusieurs communications liées à la réalité des ressources en eau en Algérie, notamment l'impact des changements climatiques sur la sécurité hydrique et sur

la variabilité des précipitations et des épisodes de sécheresse, ainsi que la rationalisation de la consommation de l'eau, la promotion de la culture d'économie de l'eau dans les secteurs domestique, agricole et industriel, la gouvernance et le cadre juridique des ressources en eau, l'innovation et les techniques modernes de mobilisation, de dessalement, de traitement et de réutilisation des eaux usées, ont été au centre des travaux de cette rencontre. Cette rencontre, à laquelle ont pris part des universitaires, des experts, des chercheurs, ainsi que des représentants des différents organismes du secteur de l'Hydraulique, vise à approfondir la compréhension des enjeux de la sécurité hydrique et à créer un espace de dia-

logue entre chercheurs, étudiants et acteurs du secteur, a déclaré à l'APS le Dr Hassan Moghli, président du comité d'organisation. Des visites de plusieurs importantes infrastructures hydrauliques dans la wilaya sont prévues à l'intention des participants, notamment le barrage de "Djorf Torba" et les sites des champs de captage des eaux albiennes de Boussir et Gue-trani, qui alimentent en eau potable, à partir d'une adduction de 230 km, les populations des villes de Bechar, Kenadsa et Abadla, et ce, afin qu'ils puissent constater de visu les efforts déployés en matière de sécurité hydrique, soulignent les organisateurs de cette rencontre.

R E.

EN DÉCROCHANT TROIS MÉDAILLES D'OR AUX PARIS HONEY AWARDS
La Miellée brille une nouvelle fois à l'international

La marque algérienne La Miellée, portée par l'entreprise SETS Partners, confirme son rayonnement international en remportant trois médailles d'or lors des Paris Honey Awards (PIHA), l'un des concours apicoles les plus prestigieux au monde. Ces distinctions, attribuées dans la catégorie Qualité, consacrent l'excellence sensorielle et la maîtrise apicole de trois de ses miels emblématiques. Les miels d'Eucalyptus, de fleurs d'oranger et d'Euphorbe ont chacun obtenu une médaille d'or Qualité, à l'issue d'un processus d'évaluation rigoureux reposant sur des dégustations à l'aveugle. Présentés sans emballage ni indication de marque, les échantillons sont évalués individuellement par un jury international d'experts selon des critères stricts d'analyse organoleptique. Le système du PIHA ne repose sur aucune mise en concurrence entre produits : chaque miel est jugé uniquement sur ses qualités intrinsèques, garantissant une impartialité totale. Cette triple distinction vient renforcer un palmarès international déjà remarquable. En 2025, La Miellée avait marqué l'histoire de l'apiculture algérienne en étant doublement primée au London International Honey Awards, avec deux médailles d'or attribuées à son miel de jujubier (Sidr) : l'une pour la qualité, l'autre pour le design du packaging. Une première pour une entreprise apicole algérienne, saluant à la fois l'exigence de production et l'identité visuelle de la marque.

R. E.

ENTMV
Report de deux traversées entre Skikda et Marseille en raison du mauvais temps

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, mardi dans un communiqué, le report de deux (2) traversées programmées pour ce week-end entre Skikda et Marseille (France), en raison du mauvais temps annoncé. Ainsi, la traversée Marseille-Skikda, initialement prévue mercredi 11 février, est reportée à dimanche 15 février à 13h00, précise le communiqué. La traversée Skikda-Marseille, prévue initialement jeudi 12 février, est, quant à elle, reportée à lundi 16 février à 16h00, ajoute la même source.

CAMPAGNE NATIONALE DE DON DE SANG
Algérie Poste mobilise son réseau postal

A l'occasion de la commémoration de la Journée maghrébine du don de sang, célébrée le 30 mars de chaque année, Algérie Poste, en collaboration avec l'Agence Nationale du Sang (ANS), a lancé, le 10 février 2026, une campagne nationale de don de sang, a annoncé la société dans un communiqué. Cette initiative illustre l'engagement constant de l'entreprise en faveur des valeurs de citoyenneté, de solidarité et de responsabilité sociale. Le coup d'envoi officiel de cette campagne a été donné au siège de la Direction Générale

d'Algérie Poste par la Directrice Générale, Madame BECHIRI, en présence de Madame Houria Taouafdit épouse Gherieb, Directrice de l'Agence Nationale du Sang, accompagnée de ses équipes médicales. L'opération de collecte s'est déroulée dans le strict respect des normes sanitaires en vigueur. A cette occasion, Madame la Directrice Générale d'Algérie Poste a été la première donneuse de sang, donnant ainsi l'exemple et incarnant l'esprit d'engagement et de solidarité qui caractérise cette noble initiative à dimension humanitaire.

SALON MÉCHANICA ALGÉRIE

Attribution de quatre contrats de concession à des investisseurs

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache, a supervisé, mardi soir à Oran, la cérémonie de remise de quatre contrats de concession à des investisseurs ayant bénéficié de foncier industriel pour la réalisation de leurs projets. Cette cérémonie s'est déroulée en marge d'une journée d'étude consacrée à la sous-traitance, organisée par la même agence dans le cadre du Salon "Méchanica Algérie", en présence du directeur

général des petites et moyennes entreprises au ministère de l'Industrie, Abdelaziz Rebai, du directeur général de "Stellantis Algérie" pour la fabrication des véhicules "Fiat", Raoui Badji, ainsi que du délégué régional du Conseil du nouveau économique algérien, Tazi Mohamed Amine. Les investisseurs ont bénéficié de ces contrats via la plateforme numérique de l'investisseur, lancée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement dans le but de faciliter l'accès au foncier économique. L'opération a concerné les entreprises "Hamoud Parts", spécialisée dans la fabrication et l'assemblage de composants, d'accessoires et de pièces de rechange automobiles (Oran), "Adi-Net Or" spécialisée dans les équipements électroniques destinés à la maintenance industrielle à Aïn Temouchent (deux contrats), ainsi que "Adi-net Géolocalisation", spécialisée dans la fabrication d'équipements liés à l'énergie solaire et électrique dans la même wilaya.

Dans une déclaration à la presse à cette occasion, M. Rekache a réitéré l'engagement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement à accompagner les porteurs de projets, en particulier les petites et moyennes entreprises et les startups. Il a indiqué que l'agence œuvre, en coordination avec l'ensemble des partenaires, notamment le ministère de l'Industrie, le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, ainsi que l'ensemble des institutions de l'Etat, à l'augmentation du taux d'intégration locale et à la création d'un environnement favorable à ces projets, notamment à travers la mise en place de zones spécialisées. Par ailleurs, en marge du salon, six accords de partenariat industriel ont également été signés, dont cinq avec le groupe "Stellantis", tandis que le sixième concerne deux entreprises opérant dans le domaine des pièces de rechange pour motocycles.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 10 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Février 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	83	98	68	الطماطم	
	Oignon sec	74	82	66	البصل الجاف	
	Ail sec	909	998	821	الثوم الجاف	
	Carotte	90	101	79	الجزر	
	Navet	103	115	91	اللفت	
	Choux fleur	81	91	71	قرنبيط	
	Choux	86	97	75	الكرنب	
	Courgette	126	142	111	الكوسة	
	Haricot vert	358	385	331	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	153	169	136	الخس	فواكه طازجة
	Mandarine	184	219	150	المندرين	
	Orange	152	187	117	البرتقال	
	Citron	147	170	125	الليمون	
	Pomme locale	402	486	319	التفاح المحلي	
	Datte	516	649	383	التمر	
	Banane	506	526	481	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1914	2057	1770	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	386	402	370	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 950,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

CLASSEMENT MONDIAL DE L’INTERNET MOBILE ET FIXE

L’Algérie gagne des points

En l’espace d’une année, l’Algérie a engagé une mutation numérique d’ampleur. Portée par le lancement de la 5G et l’extension accélérée de la fibre optique, la dynamique de modernisation des réseaux s’est traduite par une amélioration sensible des performances de connectivité. Avec ces résultats, le pays s’affirme désormais comme la troisième puissance numérique d’Afrique du Nord sur le segment mobile, selon les indicateurs internationaux de mesure de débit.

Par Selma R.

Cette évolution reflète un changement d’échelle des infrastructures et des usages, soutenu par les investissements des opérateurs et par une demande croissante en services numériques. L’année 2025 marque un véritable point d’inflexion. D’après le Speedtest Global Index™ publié par Ookla, société internationale spécialisée dans l’analyse des performances des réseaux internet à partir de millions de tests réalisés par les utilisateurs, l’Algérie figure parmi les progressions les plus marquées de la région Moyen-Orient et Afrique. Le pays a gagné 11 places dans le classement mondial de l’internet mobile, atteignant le 78^e rang, et 28 places dans l’internet fixe, pour se positionner au 109^e rang mondial, avec une vitesse médiane de téléchargement de 53,62 Mbps au quatrième trimestre 2025. Le rapport souligne que, dans la région, le lancement de la 5G et l’expansion de la fibre constituent les leviers les plus déterminants d’amélioration du classement des pays. En Afrique du Nord, l’année 2025 a justement combiné ces deux facteurs

: l’introduction des services 5G et l’accélération du déploiement des réseaux FTTH, ce qui a contribué à tirer les indicateurs de performance vers le haut. La progression algérienne s’inscrit ainsi dans un mouvement plus large de modernisation des infrastructures. L’analyse d’Ookla met en évidence que la performance des réseaux ne dépend pas uniquement du niveau d’urbanisation, même si celui-ci facilite le déploiement. Des facteurs structurels (rythme de modernisation technologique, capacité d’investissement, conditions de marché, stabilité réglementaire et calendrier d’accès au spectre) jouent un rôle déterminant et peuvent l’emporter sur les seules données démographiques. Introduite en décembre 2025, la 5G a contribué à relever les niveaux de débits observés, même si son effet reste progressif. Le rapport explique que l’impact de la 5G varie selon les modalités techniques de déploiement. Lorsque les opérateurs utilisent des bandes de fréquences partagées entre la 4G et la 5G, avec une largeur de spectre limitée, la capacité du réseau à délivrer des gains de vitesse élevés demeure contrainte. Dans ces

conditions, les vitesses médianes mobiles (autour de 44,5 Mbps en fin d’année) progressent, mais restent en deçà du potentiel maximal de la technologie. La concentration initiale de la couverture dans les grands centres urbains contribue également à des écarts territoriaux de performance. Sur le segment du fixe, la tendance est plus nettement haussière. Le Speedtest Global Index™ relève que les bonds de classement observés dans plusieurs pays sont généralement liés à l’expansion des réseaux fibre, à la migration des abonnés vers des technologies plus modernes et à l’augmentation des débits minimums proposés dans les offres commerciales. La progression de l’Algérie de 28 places sur l’internet fixe correspond à cette logique, dans un contexte d’extension rapide de la couverture en fibre optique et de basculement vers le très haut débit. Le rapport attire toutefois l’attention sur la lecture des performances dans le temps. Pour les pays ayant lancé récemment la 5G, une partie de l’amélioration des indicateurs provient d’une hausse temporaire de la proportion de tests réalisés sur les nouveaux réseaux plus rapides.

ÉCOSYSTÈME START-UP

Des avancées enregistrées

Par Réda Hadi

Le secteur des start-up en Algérie poursuit sa montée en puissance. À l’occasion de la 5e édition de la Foire de l’entrepreneuriat organisée dans la wilaya d’Annaba, Chems Eddine Bemmoussat, directeur des start-up et des structures d’appui au ministère des Start-up, a dressé un bilan ambitieux des avancées enregistrées et des perspectives à court et moyen termes. Événement phare à l’échelle régionale, la Foire de l’entrepreneuriat (CF) d’Annaba a franchi un nouveau cap cette année. Selon M. Bemmoussat, l’édition 2026 a rassemblé des porteurs de projets, des décideurs et des experts issus de 35 wilayas, confirmant ainsi l’attractivité croissante de la manifestation. « Chaque année, les organisateurs élèvent le niveau d’exigence et élargissent la participation », souligne-t-il. Lors de cet événement, Bemmoussat, a rappelé dans ses grandes lignes, la stratégie en la matière mise en place, et de faire remarquer, qu’après une première phase marquée par la prédominance du e-commerce et des services IT (2020-2023), celle-ci mise désormais sur la deeptech : intelligence artificielle, cybersécurité, agritech, gaming et technologies brevetées. La souveraineté des données constitue un enjeu central. Certaines start-up développent déjà leurs propres modèles d’IA et investissent dans des infrastructures matérielles locales afin de garantir l’hébergement et la protection des données sensibles en Algérie. Les incitations demeurent un pilier de la politique publique. Les démarches de labellisation sont gratuites et entièrement digitalisées. Les start-up bénéficient de quatre ans d’exonération fiscale, renouve-

lables deux ans, ainsi que d’avantages douaniers sur les équipements importés. Plus de 1100 start-up sont aujourd’hui labellisées, avec un taux de survie supérieur à 95 %, selon une enquête menée en 2025. De même qu’il a tenu à rappeler que le statut d’auto-entrepreneur complète ce dispositif. Accessible en ligne en quelques minutes, il autorise un chiffre d’affaires annuel allant jusqu’à 5 millions de dinars, avec un impôt symbolique de 0,5 %. L’événement a également pris une dimension internationale. Des délégations tunisiennes, une délégation allemande ainsi que des experts italiens et allemands ont pris part aux travaux, notamment dans le cadre de la coopération algéro-allemande. Cette ouverture à l’international témoigne, selon le responsable, de la crédibilité acquise par l’écosystème algérien de l’innovation. Annaba s’impose désormais comme un modèle en matière d’accompagnement des jeunes entrepreneurs. La wilaya abrite le premier centre d’innovation du pays, fruit d’un partenariat entre les autorités locales et le ministère. Le wali met à disposition des locaux aménagés, tandis que le ministère intègre les start-up et structures d’accompagnement. De 30 à 40 start-up à ses débuts, le centre accueille aujourd’hui 52 jeunes entreprises innovantes, aux côtés d’incubateurs et de décideurs économiques. « Cette concentration crée une dynamique et une énergie exceptionnelles », explique M. Bemmoussat, qui attribue à cette organisation la maturité observée lors de la foire. Pour la première fois, la manifestation s’est structurée autour de thématiques ciblées : intelligence artificielle, santé et agritech. La troisième journée, consacrée à l’agriculture technologique, a particulièrement

retenu l’attention des partenaires allemands. L’agritech, qui combine technologie et agriculture pour optimiser les rendements, économiser l’eau et améliorer la précision des cultures, constitue un axe stratégique pour un pays confronté aux défis hydriques. Les retours des experts allemands ont été jugés très positifs. « Ils ont salué le talent et la matière grise disponibles en Algérie, ainsi que l’engagement des étudiants dans la création de start-up », rapporte le directeur. L’un d’eux aurait même affirmé n’avoir « jamais vu un gouvernement soutenir autant les start-up ». Au cœur de cette stratégie figure le Comité national de labellisation, créé en 2020. Initialement doté de trois labels, il s’est enrichi d’un quatrième label, celui de « scale-up », instauré le 17 décembre 2025. Le label « projet innovant » s’adresse aux jeunes de 18 ans et plus, algériens ou étrangers résidant en Algérie, porteurs d’un projet technologique à potentiel international, sans obligation de créer immédiatement une entreprise. Le label « start-up », quant à lui, requiert un registre de commerce et confère des avantages fiscaux et parafiscaux pour une durée de quatre ans, renouvelable une fois. Le nouveau label « scale-up » distingue les start-up ayant atteint un stade de maturité avancé : croissance soutenue, exportations, contribution à l’économie de la connaissance et à la diversification économique. Une première entreprise, spécialisée dans le e-commerce, a déjà obtenu ce statut. L’objectif affiché est d’atteindre 15 à 16 scale-up en 2026, avec, à terme, l’ambition de faire émerger des licornes valorisées à un milliard de dollars.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les grands axes de la stratégie algérienne présentés à Rome

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid El Mehdi, a participé aux travaux de la 49^e session du Conseil des Gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), tenue dans la capitale italienne, Rome, les 10 et 11 février 2026, a annoncé un communiqué du ministère. Dans son allocution prononcée lors de l’ouverture de la session, le ministre a présenté les grands axes de la stratégie adoptée par l’Algérie pour renforcer sa sécurité alimentaire et réaliser un développement durable dans toutes les régions, en particulier dans les zones rurales et désertiques du Grand Sud. Dans ce contexte, il a mis en avant les différents programmes de développement que le gouvernement met en œuvre au profit des agriculteurs et éleveurs dans les zones rurales, arides et semi-arides (Hauts-Plateaux et Sud), notamment en ce qui concerne l’alimentation en électricité des exploitations agricoles, l’ouverture des pistes rurales, ainsi que la mise à disposition d’infrastructures pour les investisseurs dans l’agriculture désertique, telles que les routes, les réseaux de communication et les plateformes logistiques. Yacine El Mehdi Oualid a également souligné l’importance accordée par le gouvernement à la modernisation du secteur agricole, en s’appuyant sur la recherche scientifique, la technologie, l’innovation et la numérisation, afin d’améliorer la productivité agricole et d’optimiser l’utilisation des ressources, qu’elles soient naturelles ou financières. Cette session a constitué une occasion de passer en revue les principaux accomplissements du Fonds au cours de l’année écoulée et d’évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des stratégies de cette institution financière, visant à soutenir les petits exploitants agricoles, renforcer la sécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie dans les zones rurales, notamment face aux défis mondiaux croissants liés au changement climatique, à la hausse des prix alimentaires et aux crises économiques et géopolitiques persistantes. Le thème central de cette session était : « De la ferme au marché : investir avec les jeunes entrepreneurs », où le Conseil des Gouverneurs a discuté des moyens de mobiliser des ressources financières et de renforcer les partenariats avec les gouvernements, les institutions financières internationales et le secteur privé, afin de garantir le financement de programmes de développement plus durables et inclusifs, avec un accent particulier sur l’autonomisation des femmes rurales, le soutien aux jeunes et la promotion de l’innovation et des technologies agricoles. La session a également abordé les mécanismes visant à renforcer la résilience des communautés rurales face aux changements climatiques, à étendre la portée des projets visant à améliorer la productivité agricole et à gérer durablement les ressources naturelles, en cohérence avec les objectifs de développement durable pour 2030.

R. E.

TINDOUF

Lancement d’une vaste campagne de reboisement dans le cadre de la campagne nationale” Plantons-la”

Une vaste campagne de reboisement a été lancée, mardi dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la campagne nationale de reboisement initiée par le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche sous le slogan "Plantons-la". Le wali de Tindouf, M. Mustapha Dahou, a indiqué, lors de la cérémonie du coup d’envoi de cette campagne, qui sera ultérieurement étendue à la commune d’Oum El Assel, que cette opération s’inscrit dans le cadre des efforts nationaux visant la plantation de plus de cinq millions d’arbres à travers les différentes wilayas du pays. Il a précisé que la première phase permettra la plantation de plus de 3.000 arbustes dans la région, tandis qu’une deuxième phase est prévue le 14 février courant, avec pour objectif la réalisation d’une ceinture verte destinée à embellir la ville. M. Dahou a ajouté que les sites ciblés comprennent plusieurs axes, notamment la route reliant le rond-point de l’aéroport à l’entrée de la ville, le tronçon longeant la gare ferroviaire, ainsi que d’autres zones. Une vaste superficie sera également réservée à la plantation d’arbres sous forme de forêt urbaine, devant constituer un espace de détente pour les habitants de la wilaya. De son côté, le Conservateur des forêts de la wilaya de Tindouf, M. Aboubakr Aissaoui, a indiqué que les essences d’arbustes plantées sont locales et résistantes, telles que le tamaris, l’atriplex, le casuarina, l’arganier et le ficus, qui s’adaptent au climat et au sol de la wilaya.

Agence

CONSTANTINE

Organisation d’ateliers de débat sur la filière avicole

La Chambre de l’agriculture de la wilaya de Constantine organise, en coordination avec la Direction des services agricoles, depuis, mardi, des ateliers de débat consacrés à l’organisation de la filière avicole, en vue de renforcer le processus de production et de commercialisation.

Ces ateliers visent essentiellement à diagnostiquer la réalité de la filière avicole au niveau local et à proposer des solutions pratiques pour son organisation et l’amélioration de sa rentabilité, notamment en matière de régulation de la production, de maîtrise des coûts, de valorisation du produit et de garantie de sa commercialisation dans des conditions transparentes", a indiqué à l’APS le président de la Chambre de l’agriculture de la wilaya de Constantine, Mehdi Dali, Le même responsable a souligné que cette initiative, organisée à l’Institut national de la nutrition, de l’alimentation et des technologies agroalimentaires, relevant de l’Université "Frères Mentouri" (Constantine 1), et à laquelle prennent part des investisseurs de la filière ainsi que des vétérinaires, s’inscrit dans le cadre de " l’accompagnement des agriculteurs et des professionnels en vue de structurer la filière avicole et de la rendre plus stable et durable ". Il a précisé que la Chambre de l’agriculture ambitionne, à travers ces rencontres, de dégager

des recommandations pratiques et applicables sur le terrain. Il a également ajouté que ces ateliers abordent plusieurs axes, à savoir le poussin, l’alimentation, les intrants, l’aspect sanitaire (prévention et traitement), l’organisation professionnelle et la commercialisation, tout en ouvrant le débat entre les différents acteurs, éleveurs de volailles, opérateurs économiques et chercheurs universitaires. Il a, dans ce contexte, estimé que " l’organisation de la filière est devenue une nécessité impérieuse pour garantir l’abondance du produit et protéger à la fois le producteur et le consommateur ". De son côté, le président de l’Association des éleveurs de volailles de la wilaya de Constantine, Chérif Boukherissa, a indiqué que ces ateliers " constituent une véritable opportunité pour soulever les préoccupations auxquelles sont confrontés les éleveurs ", mettant en avant " l’importance de renforcer la coordination entre les différents intervenants et de mettre en

place des mécanismes permanents pour organiser la production et réguler le marché ". L’organisation de la filière avicole " nécessite la création de coopératives professionnelles regroupant les éleveurs et les opérateurs, permettant l’acquisition des intrants à des prix préférentiels, la régulation des quantités produites et la facilitation de la commercialisation du produit de manière organisée et stable, ce qui se répercutera positivement sur les revenus des éleveurs et les prix de vente au consommateur ", a -t-il estimé. Des opérateurs économiques activant dans le domaine ont, pour leur part, salué cette initiative, estimant que ces séances permettront l’échange d’expériences, l’écoute des spécialistes et la contribution à la garantie de l’abondance et de la qualité du produit local, ainsi qu’au renforcement de sa compétitivité. Ils ont, à cette occasion, appelé à " la poursuite de ce type de rencontres de formation alliant l’aspect scientifique à la pratique de terrain ".

APS

TIPASA

Près de 5.600 logements raccordés à l’électricité et au gaz en 2025

La direction de la distribution de l’électricité et du gaz de la wilaya de Tipasa a procédé, en 2025, au raccordement de près de 5.600 logements aux réseaux d’électricité et de gaz, a-t-on appris mardi auprès de cet organisme. Selon la même source, l’année 2025 a vu le raccordement de 1.716 foyers au gaz naturel grâce à un réseau de plus de 93 kilomètres, réalisé dans le cadre d’un programme spécial destiné aux zones reculées.

Ces projets, qui ont permis de porter le taux de raccordement au gaz naturel à 88 % et ont mobilisé une enveloppe de 300 millions de DA, ont profité à plusieurs zones rurales et montagneuses, notamment dans les communes de Damous, Fouka, Gouraya, Sidi Amar, Menaceur, Arhat, Chaïba et Sidi Ghilès. Par ailleurs, 3.860 unités de logements situées dans de nouveaux quartiers ont été raccordées à l’électricité et au gaz, dont 1.391 unités de

la formule location-vente (AADL), 2.266 logements sociaux et 203 logements promotionnels aidés (LPA), répartis sur les communes de Tipasa, Fouka, Ahmer El Ain, Bou Ismail, Hattatba, Cherchel, Hadjout, Menaceur, Sidi Ghilès, Sidi Amar, Gouraya, Messelmoun, Bourkika et Damous. Dans le secteur de l’éducation, 12 établissements scolaires ont été raccordés aux réseaux d’électricité et de gaz naturel, dont huit (8) écoles

primaires, deux (2) Collèges d’enseignement moyen (CEM) et deux (2) lycées. Dans le secteur agricole, 232 exploitations agricoles ont bénéficié d’un raccordement à l’électricité, en 2025, tandis que 10 installations relevant du secteur des ressources en eau ont également été raccordées au réseau électrique, selon la même source.

Agence

EL BAYADH

Le secteur de la santé se dote de nouveaux services spécialisés

Le secteur de la santé dans la wilaya d’El Bayadh s’est renforcé avec la mise en service de trois nouveaux services médicaux spécialisés, a indiqué, mardi, un communiqué des services de la wilaya. Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie visant à développer la carte sanitaire et à améliorer le niveau de prise en charge médicale au profit des citoyens de la wilaya d’El Bayadh, ces services concernent une unité d’oncologie, ce qui présente une étape importante à même de renfor-

cer les services médicaux de proximité et spécialisés. Les nouveaux services concernés sont la médecine anatomopathologique, l’ophtalmologie et la médecine du travail. Leur mise en service devrait donner une forte impulsion au secteur de la santé dans la wilaya, à travers l’amélioration de la qualité du service public offert, répondant ainsi aux attentes des citoyens en matière de qualité d’accueil, de bonne orientation, de rapidité de prise en charge et de traitement, tout en assurant une exploitation optimale des espaces disponibles au

sein de l’unité des maladies cancéreuses. Cela permettra la création d’un pôle médical intégré, facilitant le parcours de soins du patient. Cette démarche s’inscrit également dans une série de projets visant à développer les structures sanitaires de la wilaya et à assurer les moyens matériels et humains nécessaires, garantissant ainsi une prise en charge sanitaire à la hauteur des attentes des habitants de la wilaya d’El Bayadh, a ajouté la même source.

APS

ANNABA

La mission d’information du Conseil de la nation inspecte plus de 28 sites et structures dans 5 communes de la wilaya

La mission d’information de la délégation de la culture, de la communication, de la jeunesse et du tourisme du Conseil de la Nation a inspecté plus de 28 sites et structures vitales relevant des secteurs de compétence de la commission au cours de sa tournée de trois jours à travers cinq communes de la wilaya d’Annaba, a indiqué mardi son président, Mohamed Boukerrou. Dans un point de presse animé au siège de la wilaya, le même intervenant a précisé que cette mission de terrain, engagée sur instruction du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri et en vertu des dispositions de la Constitution, notamment l’article 137 alinéa 2 et des articles 50 et 51 du règlement intérieur, a permis de constater sur le terrain les travaux de concrétisation de

projets programmés et de s’enquérir du rythme de réalisation et de leur aptitude à satisfaire les attentes des citoyens. Cette tournée a concerné les cinq grandes communes d’Annaba, d’El Bouni, de Sidi Amar, de Berrahal et de Serraidi, a-t-il ajouté, précisant que dans le secteur de la jeunesse, la mission s’est enquis de la situation du stade Abdelkader-Chabou du chef-lieu de wilaya et des structures de proximité, a inspecté, dans le secteur de la culture et des arts, des monuments importants dont la Basilique Saint Augustin et s’est intéressée, dans le secteur du tourisme, aux dossiers des projets sur lesquels le gel a été levé et du projet de reclassement de la région de Chetaïbi pour renforcer l’attractivité des investissements de la wilaya. M. Boukerrou a affirmé l’import-

tance du soutien de la numérisation des différentes structures et services administratifs dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la modernisation de l’administration, l’amélioration de la gouvernance locale et le rapprochement du service public du citoyen. Il a également souligné que "la mission a relevé l’ensemble des préoccupations de terrain et des entraves rencontrées par certains projets et établira, sur la base de ces observations, un rapport détaillé qui inclura un diagnostic précis et des recommandations opératoires à soumettre au président du Conseil de la Nation puis au premier ministre et les autorités supérieures du pays pour prendre les mesures

nécessaires en vue de soutenir le développement local et aplanir les écueils techniques et administratifs de sorte à relancer le développement dans la perle de l’Est algérien. De son côté, le wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, a salué au terme de son accueil de la mission, les efforts de la commission pour relever les réalités de terrain, affirmant l’engagement de l’exécutif de la wilaya à prendre en charge dans l’immédiat les préoccupations relevant des compétences locales et de coordonner avec les instances centrales concernant les grands dossiers de manière à servir l’intérêt général et améliorer le cadre de vie de la population.

APS

Quand l'industrie du gaz de schiste salive devant l'essor des centres de données IA

Les centres de données stimulent la construction d'installations de production d'électricité utilisant du gaz de schiste. Ces mots ne sont pas ceux d'un dirigeant enthousiaste du secteur de la tech, mais ceux de Jeff Miller, PDG de Halliburton, l'une des plus grandes sociétés mondiales de services pétroliers, lors d'une conférence téléphonique sur les résultats financiers tenue en octobre.

1^{ère} partie

Par Derek Seidman (*)

A l'instar d'une multitude d'autres entreprises liées à l'industrie du gaz de schiste, Halliburton se tourne vers le boom des centres de data avec de nouvelles centrales électriques au gaz émettant du méthane afin d'alimenter la bulle de l'intelligence artificielle (IA) attisée par les milliardaires de la Silicon Valley et les élites d'entreprise partenaires. Halliburton n'est qu'une des nombreuses entreprises du secteur des énergies fossiles qui concluent des accords pour répondre aux besoins insatiables en électricité des centres de données. Plus précisément, l'industrie du gaz naturel (fracturation hydraulique, services liés aux gisements de gaz, sociétés de pipelines, fournisseurs d'électricité) se positionne comme un sauveur intrépide, prêt à intervenir pour répondre aux besoins énergétiques illimités de l'IA.

Ce faisant, les entreprises exploitant le gaz de schiste bénéficient du soutien total de l'administration Trump, laquelle voue un culte idéologique aux énergies fossiles et entretient des relations privilégiées avec les milliardaires du secteur des énergies fossiles qui la financent. De son côté, le secteur de la tech suit le mouvement, mettant largement de côté ses prétendus engagements en faveur des énergies renouvelables.

Alors que l'urgence climatique mondiale devient de plus en plus criante, rien de tout cela n'est de bon augure. Bien qu'il soit vendu comme un combustible fossile « propre », le gaz de schiste émet énormément de méthane, l'un des gaz à effet de serre les plus puissants, et les communautés locales, souvent rurales, à faibles revenus et majoritairement noires, subissent de plein fouet à la fois les conséquences de la prolifération effrénée des centres de données et de la construction de centrales électriques à combustibles fossiles dans leur voisinage.

« L'industrie du gaz naturel est en phase directe avec celle des centres de données », a déclaré Tyson Slocum, directeur du programme Énergie de Public Citizen, à Truthout. « D'un point de vue climatique et environnemental local, les centres de données représentent un obstacle majeur à la lutte contre le changement climatique. »

« La cerise sur le gâteau »

Le gaz naturel fournit actuellement plus de 40 % de l'électricité nécessaire aux centres de données, ce qui fait des centrales électriques au gaz leur principale source d'énergie, selon l'Agence interna-



tionale de l'énergie.

La demande massive des centres de données en électricité entraîne une forte augmentation en matière de construction d'infrastructures de production d'électricité alimentées au gaz naturel.

Un analyste de McKinsey a récemment souligné que plus de 100 gigawatts (GW) de nouveaux projets alimentés au gaz sont en cours de planification. « Pour mettre ce chiffre en perspective », a-t-il déclaré, « au cours des cinq dernières années, les États-Unis n'ont augmenté leur production de gaz que d'environ 35 GW », ce qui signifie que cela représente « près du triple de ce qu'il y avait auparavant ».

Les services publics ont annoncé une série de nouveaux projets d'énergie au gaz pour 2025, ce qui explique en partie la ruée des fonds d'investissement privés vers l'acquisition de services publics. L'alimentation électrique des centres de données par les services publics devrait connaître une hausse spectaculaire de 22 % cette année.

Les leaders du secteur sont enthousiastes. « Cela fait environ 40 ou 50 ans que nous n'avons pas vu une telle croissance de la demande, ni une telle prévision de croissance », a déclaré un dirigeant du géant de l'énergie NRG.

« L'IA joue évidemment un rôle important », a-t-il ajouté.

Au cours de la dernière décennie, le principal moteur de l'industrie du gaz de schiste a été l'essor de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) destiné à l'exportation, qui s'est considérablement accélérée depuis l'administration Obama. Aujourd'hui, les États-Unis sont le premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel.

Alors que les exportations de GNL sont

sans égal en tant que « moteur de la demande et source de profits de l'industrie nationale du gaz naturel », selon Slocum, les centres de données « offrent une marge de profit supplémentaire significative ».

« Les centres de données sont de loin le facteur variable qui contribue le plus à l'augmentation de la demande en électricité », a-t-il déclaré. « Ils sont en quelque sorte la cerise sur le gâteau. »

« Aidons à assouvir cet appétit »

Avec un réseau dense de 3 millions de kilomètres de gazoducs dans le pays, Slocum affirme que l'industrie du gaz de schiste s'est positionnée comme le principal fournisseur d'énergie pour les centres de données.

En témoigne la vague d'accords conclus entre les entreprises de la chaîne d'approvisionnement en gaz de schiste (fournisseurs indépendants, grandes sociétés pétrolières et gazières, sociétés pipelinières et sociétés de services pétroliers) et les centres de données.

EQT, l'un des principaux producteurs américains de gaz naturel situé dans l'ouest de la Pennsylvanie, au cœur du vaste gisement de Marcellus Shale, a conclu un accord pour approvisionner deux immenses centres de données dans les Appalaches (les projets Shippingport et Homer City) avec un total de 42,48 millions de mètres cubes de gaz par jour.

« Rien que pour vous donner une idée, ça fait suffisamment de gaz naturel pour alimenter deux fois New York City », s'est réjoui Toby Rice, le PDG d'EQT, qui a aussi ajouté que Homer City et Shippingport ne sont « que les premières d'une série d'étapes dans plusieurs projets ».

EQT n'est pas le seul dans ce cas. Des géants du fracking tels que EOG et Antero Resources sont eux aussi en train de conclure des accords afin de se positionner pour approvisionner les centres de données. Comstock Resources, propriété de Jerry Jones, propriétaire des Dallas Cowboys, s'associe lui au géant des services publics NextEra afin de « permettre d'alimenter en électricité une multitude de centres de données » au Texas, selon Natural Gas Intelligence. Chevron, la deuxième plus grande compagnie pétrolière et gazière américaine, se lance elle aussi dans la course. « Les centres de données IA requièrent d'énormes quantités d'énergie pour fonctionner », s'est enthousiasmée la société dans un communiqué de presse publié en février.

Mais n'ayez crainte, ont-ils promis. « Chevron exploite le gaz naturel pour aider à satisfaire cet appétit », a déclaré le géant pétrolier, annonçant un nouvel accord pour construire des centrales électriques au gaz destinées aux centres de données.

« Libérons l'énergie en Amérique »

Alors que les besoins énergétiques colossaux de l'intelligence artificielle orientent l'industrie du fracking vers les centres de données, les mesures politiques prises par l'administration Trump jouent également un rôle déterminant.

« La politique nationale sous Trump donne la priorité aux combustibles fossiles pour le développement des centres de données », et « en particulier en ce qui concerne le gaz naturel », a déclaré Slocum à Truthout.

« Cela apparaît clairement dans le décret présidentiel de Trump sur l'intelli-

POUR APPROVISIONNER L'EUROPE

La Libye vise une production de 10 milliards de m³ de gaz par an d'ici 2030

La Libye prévoit d'augmenter sa production de gaz naturel au cours des cinq prochaines années afin d'accroître les volumes destinés à l'exportation vers l'Europe d'ici le début des années 2030, selon le président de la National Oil Corporation (NOC) libyenne. Le pays souhaite augmenter sa production de gaz à près d'28 millions de m³ par jour (soit 10 milliards de m³/an) et de lancer des forages de gaz de schiste au second semestre 2026. Actuellement, la Libye n'exporte qu'un volume négligeable de gaz naturel vers l'Europe via le gazoduc Greenstream à destination de l'Italie. Le président de la NOC a également précisé que la Libye annoncera les lauréats de son dernier cycle d'octroi de licences le 11 février 2026. Environ 37 entreprises, dont Chevron, Eni et ConocoPhillips, y ont participé. Un autre cycle d'appels d'offres est attendu plus tard en 2026, portant potentiellement sur des ressources non conventionnelles ou des champs marginaux. Ces annonces s'inscrivent dans le cadre des efforts plus larges de la Libye pour relancer son secteur des hydrocarbures (pétrole et gaz). Fin janvier 2026, le pays a signé un accord de développement pétrolier de 25 ans avec TotalEnergies et ConocoPhillips pour les concessions de Waha. De plus, le gouvernement libyen a également signé un protocole d'accord avec la compagnie américaine Chevron (KEI, 27/01/2026). Selon le président de la NOC, la Libye détient 80 billions de pieds cubes de réserves de gaz (environ 2 265 milliards de m³), englobant à la fois des ressources conventionnelles et non conventionnelles.

Agence

INVESTISSEMENT

La Tunisie appelée à renforcer son positionnement stratégique

La Tunisie dispose d'atouts indéniables pour attirer les capitaux internationaux, mais elle doit impérativement consolider son positionnement afin de capter les nouvelles vagues d'investissement mondiales, notamment dans les secteurs à forte intensité capitaliste et technologique. C'est le principal message qui s'est dégagé de la 23^e session du Conseil stratégique de la Tunisia Investment Authority (TIA), tenue mardi 10 février 2026 sous la présidence de Jalel Tebib.

Synthèse Rédaction internationale

Organisée dans un contexte international marqué par une profonde re-composition des flux d'investissement, cette session a été articulée autour de deux thématiques majeures pour l'écosystème tunisien : les tendances mondiales de l'investissement en 2025 et les perspectives pour 2026, ainsi que le rôle des joint-ventures comme levier stratégique d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Intervenant lors de la première séquence, David Cousquer, expert en données relatives à l'investissement, à l'emploi et au développement économique, a présenté une analyse détaillée des dynamiques globales. Il a mis en lumière la forte progression des investissements à l'échelle mondiale, tirée par des projets de plus en plus capitalistiques et technologiques. Les data centers, l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et l'industrie pharmaceutique figurent parmi les secteurs les plus attractifs, concentrant des montants records et redessinant la carte mondiale de l'investissement. Cette nouvelle configuration s'accompagne d'un basculement géographique significatif. Selon la TIA, les échanges ont souligné la montée en puissance des Amériques, tandis que l'Asie recompose ses stratégies d'expansion à l'in-

ternational. Dans ce paysage en mutation, l'Afrique gagne progressivement en visibilité, et l'Afrique du Nord en particulier s'affirme comme une zone passerelle vers les grands marchés, notamment européens. Sa proximité géographique avec l'Europe, ses accords commerciaux et son potentiel humain constituent autant d'arguments susceptibles d'attirer des investisseurs en quête de diversification et de sécurisation de leurs chaînes d'approvisionnement. Pour la Tunisie, l'enjeu est clair : transformer ses atouts structurels en avantages compétitifs durables. Le pays dispose d'une position géostratégique privilégiée, d'un capital humain qualifié et d'une base industrielle relativement diversifiée. Toutefois, pour s'inscrire dans les nouvelles dynamiques mondiales, il devra renforcer son attractivité, notamment dans les projets structurants liés aux data centers, à l'automobile et aux batteries électriques, à l'énergie renouvelable et à l'hydrogène vert. La deuxième thématique de la session a été consacrée à une note d'analyse stratégique de la TIA portant sur les joint-ventures. Celles-ci sont désormais considérées comme un outil clé pour favoriser l'intégration de la Tunisie dans les chaînes de valeur mondiales. L'étude, fondée sur un benchmark international et sur l'évaluation de l'expérience tunisienne, met en évidence

le rôle croissant de ces partenariats dans le transfert de technologies, l'accès à de nouveaux marchés, la mutualisation des risques et la montée en gamme industrielle. Les discussions ont insisté sur la nécessité de promouvoir davantage ce modèle de coopération, en facilitant les partenariats entre investisseurs étrangers et entreprises tunisiennes. Une telle stratégie permettrait de densifier le tissu industriel local, d'améliorer la compétitivité des entreprises nationales et d'accroître la valeur ajoutée des projets implantés en Tunisie. Au-delà des partenariats, la réussite de cette stratégie suppose également le développement de zones d'accueil adaptées, dotées d'infrastructures modernes, d'une énergie compétitive et d'un cadre réglementaire clair et stable. L'alignement des politiques d'investissement sur les meilleures pratiques internationales apparaît ainsi comme une condition essentielle pour attirer des projets à fort impact économique et durable. En définitive, si la Tunisie dispose de fondations solides, la conjoncture mondiale impose une accélération des réformes et un repositionnement stratégique. À l'heure où les flux d'investissement se redessinent, le pays doit saisir cette fenêtre d'opportunité pour s'imposer comme un hub régional compétitif et innovant.

MAURITANIE

Aura Energy veut lever 13 millions \$ pour financer l'uranium de Tiris

Présenté comme la future première mine d'uranium de Mauritanie, le projet Tiris reste pour l'heure confronté à des difficultés persistantes de financement. En attendant, son opérateur Aura Energy s'appuie sur ses ressources internes afin de poursuivre l'avancement des travaux. Dans une note publiée, la compagnie minière australienne Aura Energy a annoncé son intention de finaliser une levée de fonds de 20 millions de dollars australiens (environ 13 millions de dollars américains) d'ici au 10 février. L'opération, soutenue notamment par des investisseurs australiens, servira à financer les travaux de développement en cours sur son projet d'uranium Tiris, en Mauritanie.

« Nous sommes ravis du fort soutien apporté à ce placement et nous souhaitons la bienvenue à plusieurs investisseurs institutionnels australiens et étrangers hautement qualifiés [...] ». La société affectera le produit de ce placement au développement de Tiris en Mauritanie, tout en optimisant le schéma de procédé, avec pour objectif une décision finale d'investissement au troisième trimestre 2026 », a déclaré Philip Mitchell, président exécutif d'Aura Energy. Annoncé pour une mise en service en 2027, Tiris est présenté comme la future première mine d'uranium de Mauritanie. Le projet, dont le coût de construction est estimé à 230 millions USD, vise une production annuelle moyenne de 2 millions de li-

vres d'uranium. Alors qu'Aura Energy cherche depuis plusieurs mois à mobiliser les financements nécessaires, notamment auprès d'une « banque de développement occidentale », les fonds attendus dans le cadre de la levée de capitaux serviront à financer les travaux d'exploration et les activités destinées à faire progresser le projet vers la décision finale d'investissement (FID) d'ici le troisième trimestre 2026. Pour Aura Energy, l'objectif est surtout d'accélérer les activités sur le site, dans un contexte de regain d'intérêt pour le combustible nucléaire. Cette dynamique est particulièrement marquée aux États-Unis, où l'uranium a été réintégré à la liste des minéraux critiques par l'U.S.

Geological Survey. Portés par les anticipations d'une demande soutenue à long terme, les cours à terme de l'uranium ont même franchi la barre des 100 USD la livre la semaine dernière. Loin de se limiter à être la première mine d'uranium du pays, Tiris pourrait à terme constituer une source de revenus supplémentaire pour la Mauritanie, dont le secteur minier est principalement dominé par le fer et l'or. Selon la convention minière signée en 2023, l'État mauritanien pourrait détenir jusqu'à 20 % de participation dans la future mine, tout en percevant une redevance de 3,5 % sur ses revenus.

R.I.

LIBAN

La spirale infernale de la contraction monétaire et de l'inflation galopante

En ce début février 2026, l'économie libanaise reste piégée dans un tourbillon destructeur où la masse monétaire se contracte de manière alarmante, tandis que l'inflation, bien que ralentie, continue de ronger le pouvoir d'achat des citoyens. Ce paradoxe économique, marqué par une diminution des agrégats monétaires M1, M2, M3 et M4, incluant les dépôts en devises étrangères comme les dollars et les billets en circulation, expose les failles béantes d'un système financier en déliquescence. La contraction, impulsée par des poli-

tiques restrictives pour ancrer le taux de change, coexiste avec une inflation tenace due à la dollarisation massive, aux chocs externes et à un manque criant de réformes. Selon les données les plus fraîches de la Banque du Liban, au 29 janvier 2026, M1 s'établit à 110 869 milliards de livres libanaises, en hausse hebdomadaire de 2 132,26 milliards, mais reflétant une tendance annuelle de contraction par rapport aux pics de 2025. M2 atteint 148 128 milliards de livres, progressant de 2 476,45 milliards sur la semaine, tandis que M4, englobant les bons du Trésor détenus par

le secteur non bancaire, culmine à 5 983,07 trillions de livres, en augmentation de 12 504,99 milliards. Pour M3, qui intègre les dépôts en devises étrangères, les chiffres de novembre 2025 indiquent 6 061 261 milliards de livres, mais des tendances récentes suggèrent une poursuite de la contraction, avec une baisse annuelle estimée à environ 3,5 %. En équivalent dollars, M1 avoisine 1,24 milliard de dollars et M2 1,64 milliard, illustrant une érosion réelle due à la dépréciation persistante de la livre. Côté inflation, elle a ralenti à 12,23 % en glissement annuel en décembre 2025,

contre 14,9 % en novembre, marquant le plus bas depuis février 2020, avec une moyenne annuelle de 14,58 % pour 2025. Les projections pour 2026 tablent sur une possible descente à 8,7 %, mais des risques de remontée à 20 % planent si les instabilités régionales s'aggravent. Ces indicateurs peignent un tableau d'une économie en sursis, où les efforts pour dompter l'inflation via une contraction monétaire risquent de stranguler la croissance, exacerbant les souffrances d'une population déjà exsangue.

Agence

AFRIQUE DU SUD

Le coût de l’électricité va augmenter à cause d’une erreur du régulateur

Une erreur du régulateur engage Eskom dans le recouvrement de 3,4 milliards USD auprès des consommateurs résidentiels, faisant grimper les tarifs de l’électricité pour les ménages, tandis que certaines industries lourdes continuent de bénéficier d’allègements.

En Afrique du Sud, les factures d’électricité des consommateurs résidentiels vont augmenter de près de 18,36 % sur deux ans, après une décision de l’agence nationale de régulation de l’énergie (NERSA) autorisant le distributeur public Eskom à récupérer 3,4 milliards USD de revenus supplémentaires. Les hausses des tarifs de consommation électrique seront ainsi de 8,76 % en 2026/27 et de 8,83 % en 2027/28, au lieu des 5,36 % et 6,19 % initialement prévus. Ceci résulte d’une erreur de calcul commise par la NERSA lors de la détermination pluriannuelle des tarifs d’Eskom. En janvier 2025, le régulateur avait sous-estimé les coûts de la compagnie publique, entraînant pour cette dernière un manque à gagner théorique de 6,7 milliards USD. Pour compenser la différence, les deux parties étaient tombées d’accord sur le recouvrement de 3,4 milliards USD chez les consommateurs rési-

dentiels, sans consultation publique. Ce procédé a été contesté par l’ONG AfriForum et porté devant la justice. Dans son jugement du 21 décembre 2025, le tribunal compétent a indiqué que « la NERSA était clairement embarrassée par son erreur. Son objectif en concluant cet accord était, au moins en partie, d’éviter que son erreur ne fasse l’objet d’un examen public. ». Il a ensuite critiqué le compromis : « l’absence de toute explication sur la manière dont le montant du compromis de 3,4 milliards USD a été déterminé laisse la désagréable impression que ce compromis n’était guère plus qu’une estimation approximative. ».

Reprise du processus

Suite à cette décision judiciaire, la NERSA a repris le processus de manière publique. Elle a publié un document de consultation le 30 décembre 2025 et re-

calculé la base réglementaire des actifs de production d’Eskom, en utilisant les mêmes données que dans la demande initiale. Le 8 février 2026, elle a confirmé le même montant de 3,4 milliards USD à récupérer, réparti en trois phases : 748 millions USD en 2026/27, 1,44 milliard USD en 2027/28 et 1,19 milliard USD en 2028/29. Il faut savoir que les coûts d’Eskom ont augmenté sur deux décennies, entre autres à cause de l’inflation, mais aussi d’une gestion inefficace et d’une masse salariale élevée. Selon l’économiste Dawie Roodt, « le régulateur ne dispose d’aucun mécanisme de marché fiable pour déterminer le juste prix de l’électricité, laissant Eskom répercuter ses surcoûts sur les consommateurs ». Depuis 2008, les prix de l’électricité ont ainsi été multipliés par huit, et les hausses prévues aggravent la pression sur les ménages.

R.I.

KENYA

Le néerlandais De Heus lance une usine d’aliments pour animaux de 23 millions \$

Kenya, l’élevage contribue à hauteur de 42 % au PIB agricole. Alors que le pays dépend des importations pour une partie de ses besoins en aliments pour animaux, les perspectives d’investissement sont prometteuses pour les opérateurs désireux de se lancer sur ce segment d’activité. Au Kenya, l’entreprise néerlandaise De Heus, spécialisée dans la nutrition animale, a achevé la construction d’une unité de fabrication d’aliments pour animaux basée à Athi River, dans le comté de Machakos. Selon les informations relayées par les médias locaux, l’inauguration officielle du site est programmée pour le 18

février prochain. Cette annonce marque la fin de près de deux ans de travaux qui ont débuté en avril 2024. D’un coût total de 3 milliards de shillings (23,2 millions \$), l’unité est dotée d’une capacité de production de 200 000 tonnes d’aliments pour animaux par an, extensible à 260 000 tonnes. Pour son fonctionnement, l’entreprise compte s’approvisionner en soja et en maïs auprès des producteurs locaux, créant ainsi un débouché pour les agriculteurs de la région. D’après Wiehan Visagie, directeur général de De Heus Kenya, l’unité produira une large gamme d’aliments et de produits spécialisés pour la volaille, les porcs, les

ruminants et l’aquaculture. « Cette unité vise à construire des systèmes fiables pour les agriculteurs [...] En fabriquant localement, nous répondons à des problèmes persistants comme l’incapacité de la qualité et la forte dépendance vis-à-vis des importations, tout en aidant les producteurs à améliorer leur productivité et leur rentabilité », explique le responsable. Cet investissement de De Heus permet d’accroître la capacité de production de l’industrie locale qui couvre moins de la moitié des besoins en aliments pour animaux sur un marché intérieur estimé à près de 55 millions de tonnes par an. Selon les données du minis-

tère de l’Agriculture, le Kenya affiche un déficit en aliments pour animaux estimé à près de 33 millions de tonnes par an, qu’il doit combler en recourant aux importations. Dans ce contexte, l’enjeu pour la firme néerlandaise sera de substituer une part des importations afin de capter des parts de marché dans le pays. Au Kenya, la volaille affiche l’effectif le plus important dans le secteur de l’élevage avec un cheptel comptant plus de 71 millions de têtes en 2024, suivie par les caprins, les ovins et les bovins, selon les estimations du Bureau national des statistiques (KNBS).

R.I.

SOLAIRE AU SÉNÉGAL

Ségoukoura rejoint le programme d’électrification rurale

Malgré des chiffres d’accès à l’électricité élevés pour l’ensemble de la population, les autorités sénégalaises souhaitent élargir l’accès en milieu rural, où il demeure inférieur à celui des zones urbaines. L’électricité est désormais disponible à Ségoukoura, une localité située dans le département de Tambacounda, dans l’est du Sénégal. Le vendredi 6 février, une centrale solaire a été officiellement mise en service à Ségoukoura, selon un communiqué de la Présidence sénégalaise. Dans le détail, il s’agit d’une mini-centrale solaire photovoltaïque d’une puissance installée de 63,9 kilowatts-crête (kWc). Elle repose sur des panneaux solaires couplés à un système de stockage par batteries. Deux groupes électrogènes complètent l’installation

afin d’assurer la continuité de l’alimentation électrique en cas d’insuffisance de production solaire. D’après les autorités sénégalaises, l’infrastructure installée « à plus de 10 km du réseau électrique national, permettra d’alimenter près de 2 000 habitants ». La Présidence indique également que cette installation vise à améliorer l’accès à l’électricité des infrastructures sociales et à soutenir des activités génératrices de revenus. Le lancement de la centrale de Ségoukoura s’inscrit dans le cadre du programme national d’électrification rurale par mini-centrales solaires, mis en œuvre par l’Agence sénégalaise d’électrification rurale (ASER). Ce programme prévoit la réalisation de 133 mini-centrales solaires réparties dans différentes régions du pays, dont 31

dans la région de Tambacounda. Le coût global du programme est estimé à 17,6 milliards de francs CFA (environ 29 millions de dollars). Il inclut également la construction de 259 kilomètres de réseaux basse tension, ainsi que le raccordement des ménages bénéficiaires. Le financement est assuré par la Banque islamique de développement, le Fonds de solidarité islamique et l’État du Sénégal. L’accès à l’électricité, en particulier dans les zones rurales éloignées du réseau national où des écarts persistent par rapport aux zones urbaines, fait partie des objectifs des autorités sénégalaises. Ces dernières ont indiqué viser l’accès à l’électricité pour environ 6,6 millions de personnes supplémentaires d’ici 2030.

Agence

GHANA

Le suédois AAK veut consolider sa présence dans la chaîne de valeur du karité

En Afrique, le Ghana est le 5ème producteur de karité après le Nigeria, le Mali, le Burkina Faso et le Bénin. Le pays qui exporte encore une grande part de sa récolte sous forme brute cherche à attirer des investissements du secteur privé pour stimuler la transformation. Au Ghana, l’entreprise agroalimentaire suédoise AAK, spécialisée dans la production de graisses et d’huiles végétales, vient de signer un protocole d’accord avec le ministère de l’Agriculture à travers sa filiale locale AAK Ghana. Selon les informations relayées par les médias locaux le lundi 9 février, ce partenariat vise à renforcer les activités de l’entreprise dans la filière karité. Dans le cadre de cette initiative, l’entreprise prévoit d’intégrer un nombre supplémentaire de 70 000 femmes collectrices de noix de karité dans son réseau d’approvisionnement en matière première à travers le pays durant les prochaines années. Selon les autorités, les autres axes de coopération portent sur le développement des compétences et le soutien à la valorisation locale à travers la création prévue d’un centre d’excellence baptisé AAK Ghana Innovation Academy ainsi que des investissements dans la transformation et la préservation des parcs à karité. « Le partenariat reflète la confiance de l’entreprise dans le secteur ghanéen du karité et son engagement à investir dans les capacités locales, l’approvisionnement durable et la croissance économique inclusive », a déclaré Lasse Skaksen, vice-président d’AAK Afrique de l’Ouest. Cet intérêt de l’entreprise suédoise pour la transformation intervient alors que le gouvernement ghanéen prévoit de suspendre progressivement les exportations de noix de karité sous forme brute au cours de l’année 2026, dans le cadre d’une stratégie visant à développer le segment de la transformation. Il faut noter qu’AAK est présent au Ghana depuis 1958, principalement via son programme « Kolo Nafaso », qui organise l’approvisionnement direct auprès des femmes collectrices de karité. L’entreprise ne dispose pas encore d’une unité de transformation connue dans le pays et continue donc d’exporter les noix collectées vers ses unités de transformation en dehors du pays. Par ailleurs, les promesses d’investissement sur le segment de la transformation, annoncées par l’entreprise au Ghana, si elles se concrétisent, devraient renforcer les capacités de l’industrie locale et soutenir les nouvelles orientations du gouvernement dans la filière karité. Le 31 janvier dernier, le président John Dramani Mahama a par exemple donné le coup d’envoi du projet « Shea Park Resource Hub », un pôle industriel localisé à Wa dans la région du Haut-Ghana occidental. Ce projet a pour objectif d’attirer des investissements destinés à valoriser la noix de karité dans l’industrie cosmétique, l’agroalimentaire, la nutraceutique et la pharmaceutique.

R / Agence

POINT-MARCHÉS

L’Europe focalisée sur les entreprises avant l’emploi américain

Les bourses européennes évoluent en ordre dispersé, les investisseurs réagissant au cas par cas aux nombreuses publications d'entreprises avant de se concentrer en début d'après-midi sur le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis.

Paris, le CAC 40 cède 0,43%, à 8 291,75 points, pénalisé par la chute de Dassault Systèmes et des prises de bénéfices sur Kering. A Francfort, le DAX 40 est également dans le rouge et perd 0,29%, à 24 915,86 points, victime du repli de Zalando et Commerzbank qui n'est que partiellement compensé par l'envolée de Siemens Energy. A l'inverse, Le FTSE 100 à Londres gagne 0,25%, à 10 379,47 points, soutenu par les valeurs liées aux matières premières comme BP, Rio Tinto, Antofagasta...

Les entreprises d’abord...

Les résultats d'entreprises sont donc en toute logique encore sur le devant de la scène. Dassault Systèmes chute de 18,16% après avoir présenté des résultats annuels décevants et des objectifs plutôt prudents pour 2026. Dans le rouge également au sein du CAC 40, Kering recule de 2,69%, victime de logiques prises de profits au lendemain d'une envolée de 10,90%, lors d'une séance où le groupe de luxe avait dévoilé des comptes et perspectives moins mauvais

que redouté. En Allemagne, Zalando trébuche de 2,79%, la société suédoise New Bubble-room, dont le titre chute de 13,70%, a annoncé une baisse de son chiffre d'affaires de 4,9% au quatrième trimestre, un repli qu'elle impute à une réduction des ventes via la place de marché de Zalando. De son côté, Commerzbank abandonne 4,95% malgré de bons résultats et l'annonce d'un objectif de bénéfice net 2026 supérieur aux 3,2 milliards d'euros annoncés précédemment. Enfin, Siemens Energy s'apprécie de 5,18% après avoir dévoilé un bénéfice de 746 millions d'euros au premier trimestre de son exercice fiscal 2026, en hausse de 196,3%.

seurs attendent avec impatience le rapport mensuel sur l'emploi américain qui sera publié à 14h30. Sa révélation a été décalée en raison du mini-shutdown qui a touché les Etats-Unis. Les analystes tablent sur 70 000 créations de postes en janvier, contre 50 000 en décembre, et un taux de chômage stable à 4,4%. Ils surveilleront également l'évolution des salaires. Aux Etats-Unis, quelques entreprises publieront également leurs résultats à l'image de Cisco, McDonald's, T-Mobile US... Sur le marché des devises, l'euro remonte face au billet vert (+0,22%) et se négocie contre 1,1918 dollar, revenant sur ses niveaux de la fin janvier. Du côté des matières premières, le prix du pétrole progresse également. A Londres, le Brent de la Mer du Nord gagne 0,84%, à 69,58 dollars. La même tendance est observée pour les métaux : l'once d'or grimpe de 0,19%, à 5 051 dollars, celle d'argent avance de 2,70%, à 83,60 dollars.

MARCHÉS EN ASIE

Le rebond de la tech aide les Bourses, le dollar sous pression

Les Bourses asiatiques ont hésité mardi, Tokyo restant portée par la victoire électorale de Sanae Takaichi, tandis qu'ailleurs, le rebond des valeurs tech continue de tirer les marchés, le dollar étant lui sous pression après des informations concernant un tour de vis des régulateurs chinois.

La tech tire les Bourses, Tokyo monte fort

A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en hausse de 2,28% à 57.650,54 points, s'élevant à de nouveaux sommets historiques, et l'indice élargi Topix a pris 1,90% à 3.855,28 points. La Bourse de Séoul (+0,07%) et Sydney (-0,03%) ont fini stables, Taipei a gagné 2,06%. L'indice hongkongais Hang Seng prenait 0,45% vers 06H30 GMT. Les places asiatiques, comme la veille, ont été aidées par le net rebond des valeurs technologiques, qui à l'exemple de Wall Street reprennent des couleurs après leur débandade de la semaine passée. Nvidia, Microsoft et Oracle ont notamment tiré les indices à New York lundi. Dans la foulée, les titres asiatiques liés aux puces poursuivaient leur ascension de concert à Tokyo et Taipei, à l'image de TSMC (+3,58%), Advantest (+1,16%) ou Disco Corp (+4,34%). "Les courtiers continuent de surveiller les valeurs technologiques à forte croissance au sein des indices japonais, taiwanais, sud-coréen", observe Chris Weston, analyste de Pepperstone. Mais "il reste à voir si le marché réévalue son positionnement sur les valeurs de croissance des marchés et considère désormais les logiciels comme plus qu'un simple investissement à court terme, et si les investis-

seurs se repositionnent sur les valeurs phares de l'IA", prévient-il. La place tokyoïte, qui s'était envolée de 5% en séance lundi, reste aussi portée par l'enthousiasme liée au triomphe électoral de la Première ministre japonaise conservatrice Sanae Takaichi, dont le parti a remporté à lui seul une majorité des deux tiers à la chambre basse du Parlement. Mme Takaichi a notamment fait adopter fin 2025 un plan de relance équivalent à 110 milliards d'euros, et promis d'exempter les produits alimentaires de TVA de 8% afin d'atténuer l'impact sur les ménages d'une inflation tenace, sans compter un nouveau budget record pour l'exercice 2026. "La Première ministre a déclaré espérer instaurer au plus vite une taxe à la consommation nulle sur les produits alimentaires... Les valeurs agroalimentaires et de la distribution devraient en bénéficier", soulignent les experts de Tokai Tokyo Intelligence.

Le dollar sous pression, les régulateurs chinois inquiètent

Le billet vert reste sous pression, après avoir été miné lundi par des informations de l'agence Bloomberg, selon qui les régulateurs chinois auraient conseillé aux institutions financières de limiter leurs détentions de bons du Trésor américain. Vers 06H30 GMT, la monnaie américaine cédaît 0,37% face à la devise japonaise, à 155,31 yens pour un dollar. "Le risque de baisse du dollar américain s'accroît suite à la réduction de l'exposition des banques chinoises aux obligations d'Etat américaines", commentent les analystes de Standard Chartered.

Agence

La macro-économie ensuite

Si la première partie de la séance en Europe est marquée par les publications de société, la seconde sera placée sous le sceau de la macro-économie. Les investis-

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 10 Février 2026 Valeur : 12 Février 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.3621	129.3771
1	EUR	EURO	154.0056	154.0493
1	GBP	POUND STERLING	176.8208	176.8655
100	JPY	JAPANESE YEN	83.1536	83.1686
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7115	18.7164
1	CHF	SWISS FRANC	168.6379	168.6794
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.3787	95.3968
1	DKK	DANISH KRONE	20.6142	20.6198
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.4619	14.4662
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.5462	13.5515
1	AED	UAE DIRHAM	35.2169	35.2257
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.4920	34.4978
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.8601	424.0482
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6799	45.1289
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1444	14.1461
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.4115	20.5165
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2512	3.2613
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.1385	178.1385

BOURSE ZURICH

Les indices entament la séance dans le rouge

La Bourse suisse a démarré la séance en repli, dans le sillage d'une clôture mitigée à New York. Alors que la saison des résultats annuels d'entreprises a repris ses droits en Suisse, avec notamment la présentation de ceux de Schindler et de SGS, les investisseurs se pencheront dans l'après-midi sur les données de l'emploi américain en janvier. La séance à Wall Street a été affectée par la publication d'un coup d'arrêt inopiné des ventes au détail au pays de l'oncle Sam. "Le signal le plus préoccupant vient du control group, utilisé pour le calcul du PIB, qui recule de 0,1%, une première en trois mois et un vrai avertissement

pour la croissance début 2026," s'inquiète John Plassard, associé chez Cité Gestion. "Au-delà de la prise de bénéfices, le doute sur les intentions monétaires de la Fed a aussi jeté un certain flou, après des messages jugés plus prudents que prévu de plusieurs responsables de la banque centrale," poursuit l'expert. La Réserve fédérale américaine pourrait laisser ses taux d'intérêt inchangés "pendant un bout de temps", a ainsi déclaré mardi dans un discours Beth Hammack, présidente de la Fed de Cleveland, pointant l'inflation "toujours trop élevée" aux Etats-Unis.

Rouge uni

Après avoir démarré en repli de 0,18%, le SMI évoluait de manière plutôt latérale dans les premiers échanges, l'indice phare notant vers 09h10 à 13'499,73 points, soit un tassement de 0,14%. Le SLI affichait lui un repli plus conséquent, soit de 0,27% à 2153,81 points, alors que l'indicateur élargi SPI abandonnait 0,32% à 18'631,10 francs suisses. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, onze gagnaient du terrain et dix-huit en perdaient, le géant de la logistique et des transports Kühne + Nagel restant à l'équilibre. Novartis (+0,1%) excepté, les poids lourds de la cote

n'étaient d'aucun secours, le numéro un bancaire helvétique UBS lâchant 1,25%, le bon de l'autre mastodonte pharma Roche 0,8% et l'alimentaire Nestlé 0,4%. Le bon de participation Schindler dégringolait de 8,9%, malgré une performance 2025 en ligne avec les attentes. Le fabricant lucernois d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques a dégagé un bénéfice net de 1073 millions de francs suisses, en hausse de 6,2% sur un an, alors que les ventes se sont tassées. Autre vedette du jour, le désormais zougois SGS (-3,2%) était aussi à la peine, quand bien même le spécialiste de l'inspection et de la certification a confortablement comblé les at-

tentes en 2025. A l'autre extrémité du classement, le fabricant américain de béton Amrize (+1,4%) s'échappait seul en tête, laissant loin derrière le bon de participation du chocolatier Lindt (+0,6%) et l'opérateur historique Swisscom (+0,5%), le numéro un suisse des télécoms dévoilant jeudi ses résultats 2025. Sur le marché élargi, le fabricant de turbocompresseurs Accelleron (-0,8%) a annoncé des remaniements au sein de son conseil d'administration. La Banque cantonale de St-Gall (-0,16%) a fait le point sur un exercice 2025 porteur et rémunérateur pour les actionnaires.

Agence

GUERRE EN UKRAINE

L'aide militaire au plus bas, mais l'Europe limite la chute

Après le retrait du soutien américain à Kiev, l'aide militaire a été plus faible l'an dernier qu'en 2022, même si les pays européens ont consenti un effort important pour combler ce trou, augmentant leur enveloppe de 67% en 2025 par rapport à la moyenne 2022-2024.

L'aide militaire à l'Ukraine a atteint son plus bas niveau en 2025, alimentée quasi-exclusivement par les Européens, dont les efforts pour compenser le désengagement américain ont permis d'éviter un décrochage complet, selon l'institut de recherche allemand Kiel Institute mercredi. Au cours de l'année écoulée, les alliés de Kiev lui ont alloué 36 milliards d'euros d'aide militaire, un montant en baisse de 14% par rapport à l'année précédente (41,1 milliards en 2024), selon la dernière actualisation des données du Kiel Institute, qui recense l'aide militaire, financière et humanitaire promise et livrée à l'Ukraine depuis l'invasion russe du 24 février 2022. L'aide militaire de 2025 est même plus faible que celle allouée en 2022, qui n'était pourtant pas une année pleine. Mais avec l'arrêt complet début 2025 de l'aide américaine, au lendemain du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, le

soutien à l'Ukraine aurait pu chuter davantage. Washington fournissait en effet, de 2022 à 2024, environ la moitié de l'aide militaire. Les pays européens ont consenti un effort important pour combler ce trou, augmentant leur enveloppe de 67% en 2025 par rapport à la moyenne 2022-2024. Le Kiel Institute note toutefois des «disparités croissantes» entre les différents contributeurs européens, des pays d'Europe du Nord et de l'Ouest concentrant environ 95% de l'aide militaire. L'institut allemand calcule que l'Europe du Nord, qui représente 8% du PIB cumulé des pays donateurs européens, a fourni 33% de l'aide militaire européenne en 2025, tandis que l'Europe du Sud (19% du PIB) n'a contribué qu'à hauteur de 3%. En 2025, une fraction de l'aide militaire (3,7 milliards d'euros) a été financée par les Européens dans le cadre du programme Purl, mécanisme lancé par l'Otan pour financer l'achat d'armement américain pour l'Ukraine. Le Kiel Insti-

tute y voit un «développement notable» de l'année écoulée, qui a notamment permis l'achat de batteries de défense anti-aérienne Patriot et de systèmes de lance-roquettes Himars. Les alliés européens de l'Ukraine passent par ailleurs de plus en plus de commandes à l'industrie d'armement ukrainienne, dans le sillage du Danemark qui a lancé le mouvement en 2024. Selon le Kiel Institute, les capacités de production de l'Ukraine dans le domaine de la défense ont été «multipliée par 35» depuis 2022, mais les capacités financières de Kiev sont insuffisantes pour faire tourner les usines d'armement ukrainiennes à plein régime. Les commandes de 11 pays donateurs européens ont permis en 2025 de combler ce manque. Au second semestre 2025, 22% des achats d'armement pour l'Ukraine étaient fléchés vers des usines ukrainiennes, un record.

Agence

Près d'un quart des startups européennes de l'IA envisagent de déménager aux Etats-Unis

L'accélérateur de croissance JFD et le cabinet de conseil EY Fabernovel viennent de publier leur deuxième baromètre européen de l'IA (intelligence artificielle). Ils y rappellent d'abord qu'une « application d'IA n'est pas un produit monolithique » mais repose sur « une chaîne de valeur complexe » (données, infrastructures, modèles, intégration, adoption) qui mobilise des fournisseurs spécialisés. En décortiquant cette chaîne de valeur, l'étude montre que les entreprises européennes sont dépendantes de solutions « conçues, opérées et souvent contrôlées par des acteurs exté-

rieurs à notre continent ». Et la dépendance commence dès l'amont de la chaîne (matériaux critiques, réseaux, cloud). Si la course à l'IA est bien « le plus grand projet industriel de l'histoire » comme l'a dit Sam Altman, cofondateur et PDG d'OpenAI (ChatGPT), alors force est de constater que l'Europe reste spectatrice de cette compétition. L'étude rappelle les freins européens à l'innovation que nous dénonçons régulièrement dans ces colonnes : inflation normative, lourdeur administrative, coûts juridiques élevés et auto-censure face à des règles difficiles à interpréter. Entre 2019 et

2024, l'Union européenne (UE) a adopté 13.000 actes législatifs. Les Etats-Unis, 3500 ! Un autre obstacle de taille à la naissance de champion de l'IA en Europe est le manque de capital-risque, en partie dû à la quasi-absence de fonds de pension. De fait, « les entreprises européennes peinent à lever les fonds nécessaires » pour croître. De nombreuses startups se tournent alors vers des investisseurs non-européens, principalement américains. Il s'avère aussi que l'UE est un marché secondaire même pour les startups européennes de l'IA puisque 46% d'entre elles réalisent leur «

principal chiffre d'affaires en Amérique du Nord ». Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que 23% des startups européennes de l'IA envisagent de transférer leur siège aux Etats-Unis. L'étude n'est cependant pas pessimiste car l'UE a des atouts, notamment des entrepreneurs innovants et dynamiques. Encore faut-il qu'ils puissent faire croître leur entreprise. Pour cela, l'UE doit simplifier vraiment sa réglementation et redonner de la vitalité à son marché unique, notamment en donnant naissance à un véritable marché des capitaux.

R. I.

STRATÉGIE ALIMENTATION-CLIMAT

Le gouvernement appelle à «une limitation» de la consommation de viande

Ce document, source de controverses et attendu depuis plus de deux ans, prône en parallèle de «réduire la consommation de viande importée». Des recommandations qui devraient faire réagir. La Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (Snanc), un document source de controverses attendu depuis plus de deux ans et publié mercredi, préconise «une limitation de la consommation de viande et de charcuterie», et non une réduction. Il prône en revanche de «réduire la consommation de viande importée», selon ce document conjoint publié par les ministères de l'Agriculture, de la Transition écologique et de la Santé. Parmi les objectifs affichés figure «une évolution progressive vers des régimes alimentaires conformes aux repères du PNNS (le programme national nutrition santé NDLR)». A savoir «une augmentation de la consommation de fruits et lé-

gumes, de légumineuses, de fruits à coque et de céréales complètes, une consommation suffisante et limitée de poisson et de produits laitiers et une limitation de la consommation de viande et de charcuterie et réduire la consommation de viande importée».

Une alimentation moins émettrice de gaz à effet de serre

Censée définir l'action du gouvernement d'ici 2030 pour une alimentation saine et moins émettrice de gaz à effet de serre, cette stratégie est issue de la Convention citoyenne sur le climat et de la loi Climat et résilience qui a suivi en 2021. Censée définir l'action du gouvernement d'ici 2030 pour une alimentation saine et moins émettrice de gaz à effet de serre, la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat, dite Snanc, est issue de la Convention citoyenne sur le climat

et de la loi Climat et résilience qui a suivi en 2021. Elle aurait dû être présentée avant juillet 2023, mais a connu plusieurs péripéties. L'alimentation représente près d'un quart de l'empreinte carbone des Français, dont 61% issus des «produits d'origine animale». Or les négociations ont été particulièrement âpres sur la formulation concernant la consommation de viande. Le terme de «limitation» dans la consommation de viande est souvent employé au ministère de l'Agriculture. Le mot «réduction» figurait dans le projet initial et était défendu par le ministère de la Transition écologique. Ce remplacement avait déjà entraîné un premier blocage en septembre de la publication de la stratégie par Matignon, qui souhaitait remplacer l'idée de réduction par «une consommation de viande équilibrée».

Agence

CHINE

L'inflation faiblit, tandis que Pékin table sur le Nouvel An pour relancer la consommation

L'inflation en Chine a ralenti davantage qu'attendu en janvier, selon des données officielles publiées ce mercredi 11 février, les autorités annonçant en parallèle des subventions pour les congés du Nouvel An chinois afin d'encourager la consommation des ménages. Les dépenses des foyers restent modérées depuis la pandémie de Covid-19, en raison notamment d'une crise prolongée du secteur immobilier et d'un marché de l'emploi devenu plus compliqué, notamment pour les jeunes.

À partir de dimanche, les Chinois bénéficient de neuf jours fériés consécutifs, une période de fêtes, de repas et de cadeaux, présentée par les autorités comme une occasion de stimuler l'économie. Signe d'une reprise encore fragile, l'indice des prix à la consommation (CPI), mesure clé de l'inflation, a progressé le mois dernier de seulement 0,2% sur un an, selon le Bureau national des statistiques (BNS). C'est inférieur à la prévision d'un groupe d'économistes interrogés par l'agence Bloomberg - qui tablaient sur +0,4%.

Il s'agit toutefois du quatrième mois consécutif de hausse des prix à la consommation. L'indice CPI avait ainsi connu en décembre sa plus forte augmentation sur un an (+0,8%) depuis 2023. Les autorités ont lancé ces derniers mois plusieurs mesures pour stimuler les dépenses des ménages, dont un programme de subventions pour les produits électroniques, l'électroménager ou encore les meubles. Mais leurs effets restent limités. L'indice CPI «devrait rebondir en février», a indiqué mercredi dans une note Zichun Huang, économiste de Capital Economics. Mais selon elle, «les déséquilibres persistants entre l'offre et la demande laissent peu d'espoir de voir les pressions déflationnistes s'atténuer rapidement en Chine». Les autorités ont toutefois annoncé mercredi lors d'une conférence de presse à Pékin de nouvelles mesures pour stimuler la consommation. Un total de 2,05 milliards de yuans (environ 249 millions d'euros) ont ainsi été débloqués par les collectivités locales et «bénéficieront directement aux consommateurs» durant les fêtes, a indiqué Sheng Qiuping, vice-ministre du Commerce.

Ces aides prendront la forme de bons d'achat, de subventions et d'enveloppes rouges traditionnelles contenant de l'argent, a indiqué la télévision publique CCTV. Un signal positif pour l'économie a toutefois été annoncé mercredi: la déflation persistante dans le secteur manufacturier semble s'être légèrement atténuée. L'indice des prix à la production (PPI), qui mesure le coût des marchandises sorties d'usines, a certes étendu le mois dernier sa longue période de baisse: il a diminué de 1,4% sur un an, a annoncé le BNS. Mais ce recul est toutefois moins prononcé qu'en décembre (-1,9%) et novembre (-2,2%) et s'est progressivement atténué depuis son entrée en territoire négatif fin 2022.

Agence

l'orbite terrestre est devenue le nouveau Far West du XXI^e siècle

Entre les mégaconstellations de SpaceX, les projets de data centers orbitaux et la course vers la Lune ou vers Mars, l'espace proche de la Terre s'est presque mué en zone de non-droit. Le cadre juridique, censé le réguler, est aujourd'hui une relique poussiéreuse, aussi utile qu'un panneau « Interdit de fumer » dans un concert de reggae. Pour éviter le chaos, et (pour une fois) être un peu proactif, certains experts prônent la création d'une « COP de l'espace ».

Pendant très longtemps, l'espace et notre orbite terrestre étaient régi par la courtoisie entre agences étatiques (NASA, ESA, Roscosmos), mais l'arrivée des acteurs du New Space a tout changé. Tout le monde veut sa mégaconstellation de satellites : SpaceX et ses milliers d'engins, bien sûr, mais aussi Blue Origin (TerraWave) ou encore Amazon Leo. Ajoutons à cela la nouvelle lubbie de Musk, les data center orbitaux, les projets pharaoniques de la Chine (supercalculateur orbital, mégaconstellations Guowang ou Qianfan) : l'humanité, en quelques années, a complètement envahi ce qui était autrefois son ultime frontière. Le pire étant que nous gérons tout ce trafic spatial avec un un mode d'emploi datant de l'époque où la télévision couleur était une nouveauté. Oui, le Traité sur l'espace a été ratifié en 1967 et rien, à l'époque, ne laissait présager qu'une telle explosion se préparait. Complètement caduque, il ne pèse plus rien face à la force de frappe de quelques PDG qui prennent l'orbite basse pour leur bac à sable privé. Un anachronisme pour Ely Sandler, chercheur à la Harvard Kennedy School : « Le Traité sur l'espace et les quelques accords qui ont suivi régissent tout le droit spatial international, mais ils ont été signés à une époque où, fondamentalement, seuls les États-Unis et l'Union soviétique pouvaient aller dans l'espace ». La carence législative actuelle nous enferme dans une improvisation dangereuse, avec la certitude de voir l'orbite basse s'encombrer de débris et de litiges insolubles.

Le Far West orbital cherche son shérif (et ses lois)

Bienvenue dans la LEO (Low Earth Orbit), cette bande d'altitude comprise entre 500 et 2 000 km où la loi du plus fort a

remplacé le droit international. Aujourd'hui, l'espace est une terre de pionniers sans foi ni loi sur laquelle des milliardaires tracent leurs propres frontières à coups de milliers de lancements et de milliards de dollars.

Une course à la vitesse complètement anarchique : si un jour, un satellite tout neuf percute un vieux bout de fusée soviétique à 28 000 km/h, il n'y aura personne pour mettre un coup de sifflet. De toute façon, même si cette personne ou cette entité existait, elle n'aurait pas le pouvoir de sanction.

Pour Ely Sandler, nous n'avons plus vraiment le choix : pour que l'espace reste praticable, il lui faut une étoile de shérif capable de briller plus fort que les logos des entreprises qui y envoient leurs engins. Un shérif spatial, pourrait-on dire (pour rester dans le thème Far West), qui aurait le pouvoir d'épingler des peines automatiques au portefeuille des opérateurs. Cette nouvelle autorité devrait imposer une loi quasiment martiale : retrait immédiat des licences de lancement pour les récidivistes, amendes somptuaires pour tout satellite mis en orbite sans kit de désorbitation active, et surtout, une transparence totale sur les manœuvres.

Actuellement, tout le monde joue de la flûte dans son coin sans savoir quelle partition joue son voisin. Si un débris non identifié (un boulon perdu il y a 30 ans) détruit un satellite de communication flambant neuf, à qui doit-on envoyer la facture ? À l'URSS qui n'existe plus ? Comment peut-on réguler un trafic alors que certains acteurs (notamment militaires) refusent de publier les coordonnées de leurs satellites, forçant les autres à deviner la trajectoire d'un objet de plusieurs tonnes qui file à 7 km/seconde ? Si demain deux satellites entrent en collision au-dessus de nos têtes, créant un

nuage de 100 000 débris qui rendront l'espace inutilisable pour des générations entières, saviez-vous que la sanction la plus probable pour les responsables serait... inexistante ?

« C'est un domaine où, en réalité, presque tous les acteurs de l'espace sont d'accord sur la nécessité d'agir », martèle Sandler. « C'est simplement que nous n'avons pas de mécanisme pour rendre ces mesures universelles et contraignantes ». Sans shérif pour demain qui érigerait ces règles, nous transformerons, à coup sûr, l'espace en dépotoir, voire pire : le syndrome de Kessler nous éclatera au visage.

La COP de l'espace : une issue envisageable ?

Pour sortir de l'impasse des traités qui prennent des décennies à être ratifiés, l'idée est de copier le modèle des COP climatiques. L'objectif ? Créer un forum annuel permanent où l'on ne cherche pas forcément le grand soir juridique, mais où l'on s'accorde sur des normes techniques contraignantes, année après année. Plutôt que d'attendre un miracle diplomatique entre les blocs, cette instance permettrait une législation incrémentale, capable de suivre le rythme effréné du New Space. Ce mode opératoire permettrait d'attaquer les problèmes du désengorgement spatial sur deux fronts distincts. Le premier concerne les zones de convergence immédiate, où la physique dicte sa loi : la prévention des collisions et l'unification des protocoles de communication. Ici, la COP sert d'accélérateur de mise en œuvre pour transformer de simples intentions en règles de fer.

Le second volet, plus politique, s'attaquerait aux dossiers brûlants de demain, à commencer par les fameuses « zones de sécurité » lunaires. Introduit par les Accords Artemis, ce concept permet à un

État ou une entreprise de délimiter un périmètre autour de ses installations pour éviter les interférences techniques ou les dommages causés par la poussière lunaire lors des atterrissages.

Mais derrière cet argument de bon sens se cache un redoutable outil d'exclusion : en interdisant l'accès à une zone sous prétexte de sécurité, on instaure de fait un droit de propriété exclusif sur les sites les plus stratégiques, comme les pics de lumière éternelle lunaires (zones où le Soleil ne se couche théoriquement presque jamais) ou les cratères glacés du pôle Sud. L'enjeu d'une COP spatiale, si elle existe un jour, serait donc d'empêcher ce tête-à-tête entre colons modernes. Plutôt que de laisser chaque puissance décréter sa propre bulle d'influence, une telle instance permettrait d'encadrer ces périmètres par le droit.

« Ce que nous essayons de faire, c'est de sortir du dilemme actuel : soit un traité géant impossible à signer, soit aucune coopération du tout », explique Sandler. Idéalement, en s'asseyant chaque année à la même table, les nations pourraient faire de ces zones un cadastre partagé. C'est l'unique moyen d'éviter (au hasard) qu'une foreuse américaine et un rover chinois arrivent sur le même gisement et ne se le dispute parce que nous avons été incapable de créer un cadre législatif plus adapté que celui de 1967.

Après, ne soyons pas dupes : l'Histoire nous a enseigné que les puissants n'engent des tribunaux que pour s'assurer qu'ils seront les seuls à pouvoir en acheter les juges ou en récrire les codes à la lueur de leurs propres intérêts. Peut-être que le shérif de l'espace, si tant est qu'il voie le jour, aura la vue très basse dès qu'une manœuvre douteuse sera signée d'un logo de la Silicon Valley ou d'un idéogramme d'État.

"FIÈREMENT AMÉRICAIN", MAIS FABRIQUÉ AILLEURS

Le double jeu du nouveau Trump Phone

Le mystérieux « T1 », le smartphone lié à l'écosystème de Donald Trump, refait enfin surface après des mois de silence. Si l'appareil existe bel et bien, ses caractéristiques et son prix ont radicalement changé, comme sa promesse d'origine : celle d'un produit « made in USA » qui semble s'être évaporée au profit d'une fabrication plus internationale. Alors que la sortie était initialement prévue pour août 2025, puis reportée à la fin de l'année dernière, deux dirigeants de Trump Mobile ont finalement rompu le silence lors d'un appel vidéo avec The Verge. Ils y ont dévoilé un prototype proche de la production, tout en tentant de justifier un virage stratégique majeur. Finie la promesse d'un téléphone 100 % américain ; le discours marketing mise désormais sur une étiquette « Fièrement américain » bien plus floue, cachant une réalité industrielle complexe. Le revirement le plus notable concerne l'origine de l'appareil. À son lancement en juin 2025, Trump Mobile affichait fièrement des ban-



nières « Fabriqué aux États-Unis ».

Un smartphone « monté » en Floride, mais né ailleurs

Aujourd'hui, les dirigeants admettent que le gros de la production se fait dans une « nation favorite » (comprendre : un pays tiers qui n'est pas la Chine), tandis que seul

« l'assemblage final » des dix dernières pièces s'effectue à Miami. Ce montage juridique et industriel permet d'afficher des mains américaines sur le produit sans toutefois pouvoir légalement revendiquer le label officiel de la FTC, l'organisme de régulation américain des télécoms, pour une fabrication domestique.

Pour justifier le retard de six mois, l'entreprise explique avoir voulu « sauter l'étape du téléphone d'entrée de gamme » pour proposer directement un produit premium. Ce changement de cap s'accompagne d'une fiche technique gonflée : écran incurvé de 6,78 pouces, processeur Snapdragon série 7, et capteurs photo de 50 mégapixels à l'avant comme à l'arrière. Exit le logo « T1 » sur la coque, seule subsistera l'image du drapeau américain, symbole d'un appareil qui se veut avant tout un étendard politique.

Une facture salée et un lancement incertain

Cette montée en gamme a un coût, et c'est le consommateur qui va devoir passer à la caisse. Si les premiers acheteurs ayant versé un acompte de 100 \$ conservent leur prix préférentiel de 499 \$, les nouveaux clients devront déboursier une somme nettement plus élevée. Trump Mobile évoque désormais un prix « inférieur à 1 000 \$ », sans

plus de précision.

Un positionnement audacieux pour une marque qui doit encore faire ses preuves sur un marché ultra-concurrentiel où, pour cette même somme, on peut acheter un iPhone ou un Google Pixel bien plus puissant, et où ce type de caractéristiques sont disponibles sur des smartphones au tarif compris entre 500 et 600 \$.

La question reste de savoir si les clients verront un jour la couleur de ce téléphone doré. Actuellement, l'appareil attend toujours ses certifications techniques définitives auprès de T-Mobile, espérées pour la mi-mars 2026. Malgré les promesses d'une mise à jour immminente du site web avec les visuels finaux, la prudence reste de mise. Pour un téléphone qui affiche toujours « plus tard cette année » sur sa page officielle, la même mention qu'en 2025, ce nouveau calendrier ressemble à un ultime pari pour une marque qui joue gros sur sa crédibilité matérielle.

VOLKSWAGEN TRANSPORTER SPORTLINE

Une finition officielle pour jouer les Golf GTI

La division utilitaire de Volkswagen vient de dévoiler la version Sportline de son Transporter T7, une déclinaison qui emprunte sans complexe les codes esthétiques de la légendaire gamme GTI. Mais derrière cette apparence musclée se cache une réalité plus nuancée : ce van sportif mise tout sur le style, sans gain de puissance au compteur.

Vous connaissiez la mode des SUV sportifs ? Voici maintenant celle des utilitaires sportifs et, avouons le, nous ne l'avions pas forcément vu venir ! Le constructeur allemand n'y va pas par quatre chemins avec cette nouvelle mouture. Le Transporter Sportline arbore un kit carrosserie imposant, des jantes exclusives de 19 pouces frappées du logo Sportline, et surtout cette fameuse bande rouge qui traverse la calandre et rappelle immédiatement les Golf et Polo GTI. Difficile de ne pas y voir une inspiration directe, voire assumée.

L'ensemble est complété par un double becquet arrière et des détails noirs brillants qui contrastent avec la teinte rouge. Volkswagen a même abaissé la caisse de 30 millimètres grâce à un châssis sport équipé de ressorts Eibach. Sur le papier, la recette semble alléchante. Dans les faits, on peut s'interroger sur la pertinence d'un tel positionnement pour un véhicule utilitaire qui, forcément, devrait perdre en confort avec des jantes de 19 pouces et une suspension rabaissée.

Beaucoup de show, mais pas de chevaux supplémentaires

C'est là que le bât blesse. Contrairement à ce que pourrait laisser croire cette débauche d'accessoires sportifs, aucune mécanique n'a été revue à la hausse. Diesel, hybride rechargeable ou version 100% électrique : tous les moteurs restent rigoureusement identiques aux versions standard du Transporter. En clair, vous payez pour l'apparence, pas pour les performances. Cette approche n'est pas nouvelle chez Volkswagen, qui avait déjà proposé une



finition Sportline sur le T6.1. Mais on peut légitimement se demander qui est réellement le client cible. L'artisan soucieux de son image de marque ? Le chef

d'entreprise qui veut sortir du lot lors des livraisons ? La stratégie marketing reste floue, d'autant que le constructeur reconnaît lui-

même qu'il n'existe "guère de business case solide" pour un van véritablement performant.

Une tendance de fond dans l'univers des utilitaires

Volkswagen n'innove pas vraiment avec ce concept. Le marché européen des vans "sportifs" s'est considérablement développé ces dernières années. Ford propose depuis longtemps des Transit Custom retravaillés par MS-RT, tandis que Stellantis inonde le segment avec ses Citroën Berlingo XTR, Opel Vivaro Sportive, Fiat Scudo S-Design et autres Peugeot Expert Sport. Même Renault s'y était mis il y a environ dix ans avec son Trafic Sport+, quoique de manière plus discrète.

Cette multiplication des offres témoigne sans doute d'une réelle demande, même si elle reste de niche. Les professionnels cherchent à se démarquer, à donner une image plus dynamique à leur activité. Dans cette optique, le Transporter Sportline remplit parfaitement son rôle : il attire l'œil et véhicule une certaine idée du savoir-faire allemand. Dans le même esprit, mais pas la même philosophie, on peut aussi penser au Citroën Type H Caselani, qui se base sur un Jumper classique, mais hérite de l'accentrement délicatement néo-rétro d'un Type H de l'époque. C'est effectivement plus sympa qu'un utilitaire blanc classique !

Reste que l'équipement de série généreux du Volkswagen Transport Sportline (phares Matrix LED, barres de toit, volant chauffant, seuils métalliques illuminés) justifie en partie le positionnement premium de cette version.

BYD Atto 3 EVO (2026) : Nouvelles ambitions

Lancé en Europe en 2023, le BYD Atto 3 s'offre une refonte en profondeur et devient Atto 3 EVO. Plus qu'un simple restylage, cette évolution technique vise à le repositionner au sommet de sa catégorie, tant en termes de performances que de polyvalence.

Membre de la première vague de BYD en Europe avec les Han et Tang, l'Atto 3 avait amusé par ses gimmicks stylistiques et surpris par ses prestations plus qu'honorables mais encore en mal de compétences dynamiques et d'une recharge à la hauteur pour convaincre pleinement les clients européens. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et BYD lui offre une remise à niveau profonde sans renoncer à ses originalités.

Design extérieur et dimensions : continuité maîtrisée

Visuellement, l'Atto 3 EVO conserve les proportions de son prédécesseur. Les dimensions restent inchangées, avec 4.455 mm de long, 1.875 mm de large et 1.615 mm de haut, pour un empattement de 2.720 mm. Les évo-

lutions portent sur des ajustements ciblés : boucliers avant et arrière redessinés, signature lumineuse inédite, nouvelles jantes en alliage de 18 pouces, jupes latérales affinées et spoiler de toit au dessin plus sportif. Le profil gagne en sobriété et en cohérence sans rompre avec l'identité du modèle initial.

Habitacle, coffre et technologies : gains fonctionnels notables

À bord, les évolutions sont plus substantielles. Le sélecteur de vitesses migre sur la colonne de direction, libérant de l'espace sur la console centrale et améliorant la perception de volume à l'avant. Le combiné d'instrumentation numérique de 8,8 pouces a été revu, tandis que la qualité des matériaux progresse. Cependant, l'Atto 3 EVO conserve ses quelques excentricités avec les aérateurs évoquant l'univers marin ou ses cordes de guitare au bas des contreportes. Le volume de coffre atteint désormais 490 litres, soit un gain de 50 litres, extensible à 1.360 litres banquette rabattue. Le tout complété d'un frunk de 101 litres qui



n'existait pas précédemment. L'Atto 3 EVO adopte un écran central tactile de 15,6 pouces intégrant les services Google (Maps, Play Store, Assistant), ainsi qu'un affichage tête haute. La connectivité est renforcée par l'accès NFC, la recharge sans fil ventilée et les mises à jour à distance. Les aides à la conduite sont complètes, incluant notamment le régulateur de vitesse adaptatif, la surveillance des angles morts, l'assistance au maintien de voie et la reconnaissance des panneaux.

Reposant sur la dernière évolution de l'e-Platform 3.0, l'Atto 3 EVO est désormais proposé en propulsion ou en transmission intégrale. La version Design développe 230 kW (313 ch) et 380 Nm, pour un 0 à 100 km/h en 5,5 s et une autonomie WLTP de 510 km. La version Excellence ajoute un moteur avant (asynchrone) pour atteindre 330 kW (449 ch) et 560 Nm, abaissant le 0 à 100 km/h à 3,9 s, avec une autonomie annoncée de 470 km tout en permettant une transmission intégrale.

Batterie, recharge et autonomie

Les deux versions partagent une batterie Blade LFP évoluée de 74,8 kWh intégrée selon la technologie Cell-to-Body. L'architecture électrique reste en 400 V mais autorise une recharge rapide en courant continu jusqu'à 220 kW, permettant de passer de 10 à 80 % en 25 minutes. Voilà un fameux pas en avant en comparaison des 89 kW de l'Atto 3 auquel il succède. La recharge AC s'effectue à 11 kW triphasé, tandis que la fonction V2L autorise l'alimentation d'appareils externes jusqu'à 3,3 kW.

Tarifs et lancement

L'Atto 3 EVO est disponible à la commande dès à présent, avec des premières livraisons prévues au printemps. BYD accompagne le modèle d'une garantie constructeur de six ans, et de huit ans ou 250.000 km pour la batterie. Pour rappel, l'Atto 3, qui ne figure plus au catalogue, était facturé 38.990 en version Comfort avec une batterie de 60 kWh tandis que la finition Design réclamait un minimum de 40.990 €.

Mots fléchés

Un compositeur surdoué (prénoms et nom) voitures pour enfants		Constante		Équipe anglaise		Méthodiquement		Lac italien		Petit technicien		Conducteur	
								Poèmes chantés		Monarque			
										Petite route			
Confirmation		Sens du bois		Taverne		Avant le repas						Petit médecin	
						Prénom arabe					Note de musique		
											Paragrap-hes		
Ecrivain français (André) Pente d'une montagne					Plumard				Temps d'une révolution	On en compte sept Grande école			
					Pays crée en 1948							Postérieur	
					Affluent de la Vézère								
Fait		Lettre grecque				Sport individuel							Transpira
		Fin d'infinitif											
			Art martial aux Philippines						Sots				
			Sumom d'un dictateur fasciste						Cérium				
Durs						Prénom masculin		Baie jaune		Elle peut être écarlate			
Moqueries		Lieu de fouilles			Un sens					Petit recueil			
					Jadis la Thaïlande					Décoratif			
									Une armée naguère				Giraffidé
Pied de vigne		Sans classement							Ville d'eaux belge		Singes	Chrome	
		Annonce préalable											
			Vice					Restau-ration rapide					
			Anneau de cordage										
Aurochs				Fève de calabar		Facilité		Site jordanien					
Département français													
					Astate			Partie d'un violon				Risquasse	
								Gâté					
Malaxai							Berge		Évêque de Noyon				
Entourée autour													
					Formées de sel								Levés le cul
					Maitresse de Zeus								
Zone citadine			Plaisant						Empereur russe				
Amour violent			Terre										
							Prénom féminin				Connu Construite dans la baie de Douarnenez		
							Métal précieux						
Pour relier		Auteur de rumeurs			Instrument à vent				Dissous sous l'action d'un agent physique				
		Frivoles								Possessif			

PÉTROLE

Le Brent approche les 70 dollars

Les prix du pétrole évoluaient en hausse mercredi, les opérateurs surveillant les tensions géopolitiques. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, progressait de 1,21% à 69,23 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, pour livraison en mars, gagnait 1,28% à 64,78 dollars. Les investisseurs évaluent le risque de nouvelles tensions géopolitiques susceptibles de perturber l'approvisionnement mondial.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 12 février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FAO

Un cinquième des produits de la mer seraient mal étiquetés

Environ un cinquième des produits de la mer pourraient être mal étiquetés, a souligné l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui précise que la fraude dans ce secteur est "bien plus fréquente" que pour la viande ou les légumes. Selon la FAO, il n'existe pas d'estimation officielle de l'ampleur de la fraude dans le secteur mondial de la pêche et de l'aquaculture, qui représente 195 milliards de dollars. Mais des études empiriques suggèrent que 20 % du commerce pourrait être sujet à une forme de fraude, ce qui est nettement plus élevé que pour la viande, les fruits et les légumes, en grande partie en raison de la grande diversité des espèces dans ce secteur. Le rapport de l'agence onusienne basée à Rome, publié mardi, met en avant des outils scientifiques émergents capables de débusquer ces pratiques et de renforcer le contrôle sur la filière. La fraude sur le poisson, définie comme "une pratique délibérée visant à tromper", peut nuire à la biodiversité, à la santé et à l'économie. Elle prend plusieurs formes: adulteration (colorants pour rendre le thon plus frais), contrefaçon (crevettes à base d'amidon), simulation (surimi vendu comme chair de crabe), détournement de marché, étiquetage trompeur, dépassement de quotas, substitution d'espèces, falsification et vol. Le rapport de la FAO recommande d'harmoniser l'étiquetage, d'indiquer les noms scientifiques et d'améliorer la traçabilité.

CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA

L'Algérie plaide pour une organisation plus ambitieuse et unie

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé, hier à Addis-Abeba, le soutien de l'Algérie à tout effort visant à renforcer l'Union africaine (UA) et à la sortir de la logique du repli sur soi. "L'Algérie soutient tout effort à même de renforcer et de sortir notre organisation de la logique du repli sur soi, d'asseoir davantage sa présence aux niveaux continental et international et de lui permettre de s'attaquer, avec réalisme et responsabilité, aux défis actuels, qu'ils soient continentaux ou mondiaux", a précisé M. Attaf dans une allocution prononcée lors des travaux de la 48e session du Conseil exécutif de

l'Union africaine à Addis-Abeba (11-12 février), à l'occasion de l'examen du rapport du Comité des représentants permanents (COREP). "L'Algérie apporte son soutien et son appui à notre Commission et à la présidence tournante de notre organisation", a ajouté le ministre d'Etat. Concernant le Sommet africain en préparation, M. Attaf a souligné qu'il "revêt une importance majeure au regard du contexte international général dans lequel il se tient". "Un contexte qui, nous le savons tous, menace de marginaliser l'Afrique, d'occulter ses causes et ses priorités et de neutraliser son rôle et sa voix", a-t-il dit. C'est pourquoi "nous devons dépasser les aspects ponctuels liés unique-

ment à la gestion interne de notre organisation, pour nous inscrire dans un horizon plus large qui permette de jeter les bases d'une véritable vision collective et prospective, qui identifie avec précision les dangers et menaces qui nous guettent, adapte notre action commune aux mutations accélérées qui nous entourent et réhabilite notre projet d'unité en tant que choix stratégique incontournable pour préserver notre destin commun dans le monde instable d'aujourd'hui et dans celui de demain, que nous souhaitons plus attentif à nos préoccupations, plus soucieux de nos intérêts et plus réceptif à nos aspirations", a soutenu le ministre d'Etat.

R N/APS

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Géopolitique, aménagement du territoire et développement

Le mouvement pendulaire du monde de ces dernières années laisse penser que la géographie et la politique deviennent mondiales et le territoire national s'en trouve lourdement marginalisé. Les Etats se projettent dans l'arène internationale comme entité uniforme sans nuance sur les caractéristiques spécifiques de ce territoire, de sa morphologie, de sa dotation en ressources humaines et naturelles. La géographie n'est ni neutre ni irréversible dans la vie des nations. La géographie est une donnée figée, au départ, avec ses caractéristiques, les unes comme atouts et les autres comme contraintes ou obstacles au développement d'un pays. On n'a jamais la géographie souhaitée, mais on a toujours la possibilité d'avoir une géographie utile. L'action sur la géographie pour la rendre utile consiste à aménager le territoire par des instruments techniques, économiques, sociologiques et même politiques. Au contraire de cette idée de neutralité de la géographie dans les rapports internationaux, il est d'une importance cruciale de faire de l'aménagement du territoire un facteur décisif de lutte contre les effets indirects de la géopolitique. La répartition de la population sur le territoire est une incongruité : 80% de la population est située sur 4% du territoire. Alors que les richesses naturelles sont dans le Sud, la population est au Nord. La surcharge démographique de la bande du littorale a un coût énorme en termes écologique, social, environnemental et même économique. En effet la littoralisation du territoire n'est pas sans conséquence. Dans le sens opposé, le désert naturel ou physique du Sud est

complété par un désert démographique. En même temps, le désert saharien est doté de ressources naturelles colossales : hydrocarbures, hydriques, minières... Un territoire non occupé est un territoire convoité (Groenland, Alaska), un territoire non valorisé est un coût pour la société. Les territoires sont plus que des espaces géographiques, ils sont le lieu de vie et d'activités de populations, elles aussi en mouvement. Comme lieu de vie et d'activités des hommes, les territoires sont dynamiques, pouvant être transformés, enrichis ou appauvris par l'action de l'homme dans le cadre de la satisfaction des besoins. Le territoire comme espace géographique a besoin d'être aménagé pour son meilleur usage. Plus que toute autre dimension de la vie économique et sociale, le territoire est le support des activités humaines et le réservoir des richesses naturelles. A ce titre, il a besoin lui aussi d'être projeté sur l'avenir dans le cadre d'une vision prospective de long terme, voire de très long terme. La recherche de l'équilibre entre l'espace, l'homme et les activités pour un développement harmonieux et durable s'inscrit donc dans une vision de très long terme et s'appuie sur l'identification des principaux enjeux. Aménager un territoire, c'est agir sur les « défauts » de la géographie et valoriser les qualités de cette dernière. L'action sur les territoires se fait par/sur le mouvement démographique, les infrastructures, la localisation des activités et des personnes, la valorisation des ressources naturelles et la protection des patrimoines (sols, eau, génétique, ressources non renouvelables). Aménager un territoire et le rendre utile

et mieux sécurisé est possible. Cette tâche s'inscrit dans la durée, c'est un processus continu, cumulatif, proactif, volontariste... il est nécessairement stratégique et s'insère dans une vision et dans une ambition collective. L'aménagement du territoire devient un enjeu de sécurité nationale, de sécurité alimentaire et de sécurité énergétique. Inscrire ces trois dimensions comme facteurs structurant et aménageant le territoire. Le SNAT 2030 arrive à son terme dans trois ans. Le Bilan des impacts sur le territoire sont modestes, non pas parce que l'action publique était faible, mais parce que elle a été désordonnée en terme de coordination intersectorielle, incohérence en terme de priorité et une gouvernance institutionnelle faiblement enracinée. La correction de ces insuffisances doit être une priorité dans l'avenir, d'autant plus que les facteurs d'aménagement du territoire s'annoncent ambitieux si l'on en juge par le volume des infrastructures à réaliser et les investissements à installer dans des territoires dégarnis. L'Algérie a un territoire vaste, fragmenté, peu peuplé par endroit, parfois peu équipé ; mais elle dispose aussi d'atouts considérables pour rendre ce territoire un facteur de prospérité et de développement. Il suffit d'utiliser ces atouts pour justement aménager le territoire et le rendre productif. Les enjeux que connaît l'Algérie, à l'instar d'autres pays comparables, sont liés à la sécurité alimentaire, à la sécurité énergétique et à la sécurité de ses frontières. Le sol et le sous-sol algériens sont porteurs de ressources naturelles aptes à attirer des investissements et des activités. La

richesse hydrique au grand Sud (SASS) et celle énergétique formeront des atouts d'aménagement du territoire dans le grand Sud. Le facteur de mise en œuvre de cette synergie territoriale est celui des infrastructures de mobilité. L'option de prolonger le réseau de chemin de fer au grand Sud structurera les territoires du désert en densifiant les échanges entre le littoral et le grand Sud et en favorisant l'installation des populations venant du nord et des hauts plateaux ainsi que celle venant du Sahel. Ce qu'on néglige souvent dans les politiques de développement et celle d'Aménagement du territoire est l'atout touristique que recèle cette partie du territoire (Le Tassili et le Hoggar). Le tourisme est l'activité qui attire le plus la population et crée les conditions de la vie humaine. Une décision suffit pour rendre le Sud algérien la destination de millions de touristes ; il suffit de déclarer le Tassili et le Hoggar Zone Economique Spéciale à vocation touristique. La valorisation des ressources énergétiques conventionnelles, non conventionnelles, renouvelables, et l'exploitation des ressources hydriques dans l'agriculture saharienne doivent être les vecteurs du développement économique de demain. Ajouter le tourisme pour irriguer le désert par une population et les infrastructures de mobilité pour densifier le flux des personnes et des marchandises dans une perspective de maillage territoriale. Le plus important est d'assurer la cohérence de toutes les actions pour optimiser l'impact sur le territoire. Ceci est l'affaire d'une politique nationale d'Aménagement du territoire.